Page 01_Mise en page 1 15/07/2022 18:46 Page 1



Gaz

L'ALGÉRIE AUGMENTE SES LIVRAISONS À L'ITALIE

Page 4

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7341 - SAMEDI 16 JUILLET 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

ALLOCATION CHÔMAGE

Les veuves et les orphelins concernés

Page 2

HAMMADI : «LA TUNISIE NE MENACE PAS LE TOURISME LOCAL»



Le ministre du tourisme et de l'artisanat Yacine Hammadi, a estimé que la réouverture des frontières terrestres avec la Tunisie, n'affectera en aucun cas le tourisme national notamment durant la saison estivale. "L'ouverture des frontières terrestres avec nos voisins tunisiens ne menace jamais notre tourisme", a répondu M. Hammadi à une question du Jeune Indépendant, en marge de la cérémonie de la remise des diplômes de l'école d'hôtellerie à l'hôtel El Aurassi à Alger.

Page 2

TIZI OUZOU

Le crime et le délit omniprésents

Page 5

BELGIQUE

Une ministre des affaires étrangères d'origine algérienne

Page 24

TENUE AUJOURD'HUI DE L'AGO DE LA LFP

On liquide et on s'en va ?

Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02_Mise en page 1 15/07/2022 17:46 Page 1

YACINE HAMADI :

«La réouverture des frontières avec la Tunisie ne menace pas le tourisme local»

Le ministre du tourisme et de l'artisanat Yacine Hamadi, a estimé ce jeudi que la réouverture des frontières terrestres avec la Tunisie prévue le 15 juillet, n'affectera en aucun cas le tourisme national notamment durant la saison estivale.



«L'ouverture des frontières terrestres avec nos voisins tunisiens ne menace jamais notre tourisme», a répondu M. Hammadi à une question du Jeune Indépendant, en marge de la cérémonie de la remise des diplômes de l'école d'hôtellerie à l'hôtel El Aurassi à Alger. Le ministre a affirmé à ce propos que l'Algérie «compte 45 millions citoyens et non pas deux millions, (NDLR: le nombre de touristes algériens attendus en Tunisie cette année). «Les agences de voyages sont libres de dire ce qu'ils veulent, c'est de la publicité. L'Algérie compte 45 millions de citoyens», a-t-il dit, ajoutant qu'à ce jour «il n'y a aucune annulation de réservation au niveau des hôtels ou autres infrastructures hôtelières». S'agissant des tarifs jugés chers par les algériens et encadrement du domaine, Hammadi a annoncé la création d'une plateforme numérique pour gérer les réservations ce qui créera une certaine concurrence entre les différents acteurs.

Le nombre de touristes algériens dans le marché local reste modeste soit 1,2 million en moyenne en raison des tarifs jugés rédhibitoires par les associations de protection des consommateurs.

D'autant que les autorités avaient pointé du doigt les agences de voyages notamment qui se trouvent à Alger, n'accordent pas un grand intérêt à la promotion du produit local (le tourisme intérieur) en dépit des atouts touristiques dont disposent toutes les wilayas du pays.

Les algériens préfèrent se rendre à l'étranger en témoignent les statistiques de la police des frontières qui indiquent qu'en 2019 soit avant l'avènement de la Covid-19, quelque 5,6 millions d'Algériens sont sortis du territoire du pays. Pour faire redécoller le tourisme local, les autorités avaient annoncé en 2021 vouloir porter le nombre des touristes locaux à plus de 3 millions à l'horizon 2024 en multipliant les infrastructures d'accueil afin d'encourager la concurrence. Il convient de rappeler que le président de la République Abdelmadjid Tebboune a annoncé le 5 juillet dernier la réouverture des frontières terrestres entre la Tunisie et l'Algérie après deux ans de fermeture à cause de la pandémie.

Une décision qui a suscité de la satisfaction chez les agences de voyages. A la même occasion M. Hammadi, a indiqué que la priorité du secteur du tourisme actuellement est de former l'élément humain, «Investir en élément humain à travers la formation est notre priorité» a affirmé le ministre, précisant que c'est «la meilleure solution pour concrétiser la politique du développement durable dans le secteur du tourisme afin de participer à la relance économique. En créant de la richesse et des postes d'emplois». M. Hammadi a mis en exergue l'importance de la réalisation des infrastructures touristiques pour attirer les touristes algériens et étrangers, invitant dans ce cadre les différents acteurs du domaine à fournir des prestations de hautes qualités.

En outre, M. Hammadi a insisté sur le développement et la modernisation du secteur, en utilisant les nouvelles technologies, notamment dans la gestion des hôtels et la généralisation du tourisme à l'intérieure comme à l'extérieur du pays.

Par ailleurs, la cérémonie de la remise des diplômes aux étudiants de l'école d'hôtellerie de L'Aurassi s'est déroulé en présence du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique Abdelbaki Benziane, le PDG d l'ONAT Arezki Tahar, ainsi que le PDG du groupe d'Hôtellerie touristique et thermalisme HTT, Lazhar Bounafaa. Ou des contrats de travail ont été accordés aux premiers lauréats.

Le ministre a fait savoir en ce sens qu'il y aura des opportunités de travail aux autres diplômés au niveau de plusieurs établissements, et ce en application des instructions du président de la République.

Sarah Oubraham

ALLOCATION CHÔMAGE

Les veuves et les orphelins concernés

DE NOUVELLES catégories pourront désormais bénéficier de l'allocation chômage. Il s'agit, selon le décret exécutif paru dans le dernier numéro du Journal officiel, des veuves et des orphelins.

Les demandeurs ayant reçu des refus peuvent, à cet effet, retenter leur chance pour pouvoir bénéficier de l'allocation chômage. C'est dans le numéro du Journal officiel du 6 juillet que le décret exécutif n° 22-254 complétant et modifiant le décret exécutif n° 22-70 fixe les nouvelles conditions et modalités d'octroi de la subvention.

Ce décret met en place de nouvelles conditions pour bénéficier de l'allocation chômage en Algérie. Ainsi, les personnes disposant de revenus ne dépassant pas les 13 000 DA peuvent bénéficier de l'allocation. Les revenus en question peuvent être des loyers, des pensions ou des allocations de retraite transférées. Pour rappel, ceci n'était pas possible auparavant.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Youssef Cherfa, avait révélé plus tôt qu'un nouveau décret exécutif permettant aux veuves et aux orphelins de bénéficier de l'allocation chômage était en cours de préparation.

En réponse aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale, le ministre avait expliqué que sur instructions du président de la République, un décret exécutif était en préparation pour permettre aux veuves et aux orphelins qui gagnent moins de 13 000 DA de bénéficier de l'allocation chômage. Le décret sera activé au cours de ce mois. Le ministre a également affirmé qu'une part supplémentaire de 300 milliards de dinars sera allouée dans la loi de finances rectificative pour parrainer le plus grand nombre possible de demandeurs d'allocation. En revanche, le ministre a confirmé que la valeur de la subvention, estimée à 13 000 DA, serait relevée au début de 2023, comme promis par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

D'autre part, M. Cherfa a expliqué que la plate-forme numérique minha.anem.dz a enregistré, du 24 février à jeudi dernier, «1 993 319 demandes pour bénéficier de l'allocation de chômage, et 1 471 000 demandes ont été approuvées». L'implication de nouvelles catégories ainsi que l'assouplissement des conditions vont augmenter davantage le nombre de bénéficiaires de cette subvention. Il convient de rappeler que le président de la République a donné des instructions pour faciliter l'accès des chômeurs à l'allocation et alléger les démarches bureaucratiques.

Evoquant la subvention destinée aux personnes à faible revenu, le ministre a souligné que l'objectif de l'allocation de chômage ne se limite pas à fournir de l'argent aux personnes concernées mais visent également à connaître le nombre de la main-d'œuvre qualifiée en attente d'un emploi.

Lynda Louifi

SAISON ESTIVALE

Gare aux intoxications alimentaires !

QUAND le thermomètre grimpe en période estivale, les bactéries pullulent. Pour éviter de s'intoxiquer, mieux vaut prendre ses précautions en s'assurant de la fraîcheur des aliments consommés et adopter quelques réflexes simples.

Des mesures préventives doivent être prises suite à la consommation d'un même aliment ou d'une eau contaminée durant la saison estivale, une période à risque de toxi-infections alimentaires.

«Les symptômes les plus fréquents d'une toxi-infection alimentaire, pouvant se manifester durant une période pouvant aller de quelques heures à quelques jours, sont des nausées, des douleurs abdominales et parfois l'apparition de diarrhée et de fièvre», a précisé le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le ministère a recommandé, à cet égard, de respecter les règles élémentaires d'hygiène en veillant à la propreté des mains et de la vaisselle, à laver les légumes et fruits avant leur utilisation et à vérifier la date de péremption des produits.

Il a, également, recommandé de s'assurer que le réfrigérateur est à 4-8 c, de laver les planches de coupes et tous les ustensiles de cuisine ayant servi pour les viandes crues, de décongeler les viandes au réfrigérateur ou au micro-ondes et de ne jamais décongeler à température ambiante, ainsi que de ne jamais cuire les viandes à mi-cuisson et de les refaire cuire plus tard.

Le ministère de la Santé a préconisé, en outre, de ne pas consommer les boîtes de conserves déformées/bombées et celles dégageant une odeur suspecte à l'ouverture, et d'utiliser des ustensiles différents, tels que les couteaux, les planches à découper et les marmites, pour les aliments crus.

Séparer les aliments cuits des aliments crus dans le réfrigérateur afin d'éviter les contaminations croisées, conditionner les aliments dans des récipients fermés pour éviter tout contact entre les aliments crus et les aliments prêts à être consommés, et ne pas laisser des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante, figurent, aussi, parmi les recommandations du ministère de la Santé.

Hamid B.

Page 03_Mise en page 1 15/07/2022 18:14 Page 1

TUNISIE

Des centaines de milliers d'Algériens attendus dans un contexte particulier

Après une fermeture de plus de deux ans, la frontière algéro-tunisienne a été ouverte hier vendredi, laissant la voix libre à des cortèges de voitures, certaines sous les Youyou, pour accéder à un territoire très prisé par les Algériens.

Une bouffée d'oxygène pour la Tunisie et un espace d'évasion en ce début d'été pour les familles algériennes. Malgré l'enthousiasme affiché par les autorités des deux pays, les algériens habitués aux vacances en Tunisie avant la pandémie de Covid-19 risquent d'être très surpris par la situation que vit le plus petit pays du Maghreb et le contexte particulier dans lequel il se trouve.

Pour les familles et les individus ayant opté pour les formules de tourismes en hôtel, mis à part une hausse des prix, la qualité habituelle sera probablement au rendez-vous, d'ailleurs il faudra privilégier une réservation et un paiement auprès d'une agence de voyage algérienne, souvent moins chères que leurs homologues tunisiennes et toujours beaucoup moins chères qu'une réservation à l'hôtel.

Point positif, l'accueil et le service qui devraient être réservés aux algériens seront meilleurs, selon un cadre de l'Office nationale tunisienne du tourisme (ONTT), qui a confirmé que les gérants d'hôtels avaient été instruits pour tout faire pour améliorer l'accueil des



touristes algériens et de s'adapter à leurs exigences.

Pour les habitués aux vacances chez l'habitant, il faudra savoir que là aussi les prix ont évolué et que les produits de subsistance quotidienne peuvent parfois manquer. En effet, il existe des tensions sur le sucre et la farine par exemple et il arrive que le pain manque sur les étals.

Néanmoins, les autorités tunisiennes semblent vouloir faciliter le séjour des algériens au point de commettre des bévues. Par exemple le Ministre de l'Intérieur tunisien Taoufik Charfeddine aurait annoncé, lors d'une rencontre le 12 juillet dernier, avec Kamel Beldjoud à la Wilaya d'El Tarf, que les Algériens, attendus à compter de demain dans nos contrées, allaient être dispensés des sabots et de la fourrière. Cette mesure prenant en compte l'afflux de véhicules et la nécessité de fournir un nombre de places de parking correspondant à cette variation.

L'annonce avait suscité un large mécontentement envers le peu de cas que l'on fait de l'application de la loi, et de l'égalité de tous devant la loi.

Le lendemain, Charfeddine a répliqué en insistant que ces mesures de souplesses allaient être appliqués à tous, sans distinction d'origine et qu'elles enteraient dans le cadre d'un nouveau plan routier, en cours d'élaboration. Le ministre de l'Intérieur a aussi évoqué le renforcement de la sécurité des lieux touristiques et des effectifs de la police touristique dans les zones privilégiées par les algériens. Il faut rappeler que ces derniers mois la Tunisie a connu une hausse de l'insécurité dans les grandes villes avec une augmentation de 70% des crimes violents en comparaison avec les années précédentes. Selon le sociologue tunisien Sami Nasr, le taux de criminalité est passé de 5% avant la révolution tunisienne à 7,8% actuellement.

Pour rappel, il y a deux mois, un journaliste algérien travaillant pour une grande chaîne de télévision qatarie avait été agressé et dépouillé de ses possessions à quelques mètres du Ministère de l'Intérieur à Tunis dans la prestigieuse avenue Habib Bourguiba.

Reste la grande inconnue, le retour du Covid dans la région (21000 nouveaux cas et 25 décès en Tunisie entre le 4 et le 10 juillet), pourrait perturber cette saison estivale si des décisions sanitaires strictes étaient prises d'un côté ou de l'autre de la frontière.

De Tunis, Akram Kharief

MAROC

Nouvelles offres du Makhzen aux Israéliens

DÉSORMAIS entre le royaume marocain et Israël, la relation est devenue très spéciale. Après la normalisation avec l'entité sioniste, le Makhzen multiplie les gestes envers la communauté juive, qui vit au Maroc, mais aussi à l'étranger. Ils sont quelques 3 000 juifs, exerçant notamment dans le commerce, le négoce, ou le tourisme, qui viennent de bénéficier de nouvelles mesures décidées par les autorités marocaines.

Considérée comme une «composante» de la culture locale, le roi Mohamed VI a entériné ce mercredi une réorganisation de la communauté juive au Maroc, lors d'un conseil des ministres qu'il a présidé au palais royal de Rabat. Ces mesures – «élaborées, en application des hautes instructions royales» – «viennent consacrer l'affluent hébraïque en tant que composante de la culture marocaine riche de ses multiples affluents», souligne le communiqué publié par l'agence officielle MAP. Les nouvelles dispositions ont été élaborées à l'issue de consultations avec les représentants et des personnalités de la communauté juive, selon le communiqué royal. Elles instaurent un Conseil national de la communauté juive marocaine, chargé de «la gestion des affaires de la communauté et la sauvegarde du patrimoine et du rayonnement culturel et cultuel du judaïsme».

Elles prévoient aussi la création d'une Commission des juifs marocains de l'étranger qui «œuvre à consolider les liens des juifs marocains établis à l'étranger avec leur pays d'origine, et à défendre les intérêts suprêmes du royaume».

Enfin est créée une Fondation du judaïsme marocain qui «a pour missions de promouvoir et veiller au patrimoine immatériel judéo-marocain, de sauvegarder ses traditions et de préserver ses spécificités».

Pour les observateurs, cette nouvelle organisation du judaïsme marocain survient au moment où le rapprochement entre Rabat et Tel Aviv se poursuit à un rythme accéléré, jamais atteint par d'autres pays arabes qui avaient signé des accords avec l'entité sioniste.

Ces observateurs estiment que ces mesures ne sont qu'un clin d'œil aux centaines de milliers d'israéliens d'ascendance marocaine qui vivent en Israël. Certaines sources les estiment à quelques 700.000, l'une des plus importantes communautés, devenues très influentes sur le plan politique au sein de l'establishment sioniste. Certains sont des décideurs écoutés en Israël, alors que d'autres occupent des postes politiques et économiques importants, dont des portefeuilles ministériels, et dirigent des organismes publics et privés d'envergure internationale.

Des milieux médiatiques ont indiqué que le Makhzen est décidé encore à aller plus loin dans ses «largesses» et autres «facilitations», envers ces israéliens, avec des offres inédites.

A travers ces actions, le makhzen cherche, évidemment, à attirer non seulement les faveurs des juifs qui ont gardé des liens au Royaume, mais aussi les israélites du monde entier. Cette politique intervient également dans le cadre général de l'intégration de l'entité sioniste dans un espace géopolitique et géostratégique qui s'étend du Maroc jusqu'aux Emirats arabes unis.

Pour rappel, Israël et le Makhzen ont rétabli leurs relations diplomatiques en décembre 2020 dans le cadre des accords d'Abraham, qui n'est autre qu'un premier processus de normalisation entre Tel Aviv et le monde arabe, soutenu par l'ancienne administration américaine de Donald Trump.

Mohamed Kouini

SOIXANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Catégories concernées par les mesures de grâce du Président Tebboune

LA PRÉSIDENCE de la République a rendu public, jeudi, un communiqué détaillant les catégories concernées par les mesures de grâce et d'apaisement décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 60e anniversaire de la fête de l'indépendance. «Suite au décret présidentiel signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en date du 04 juillet 2022, à l'occasion du 60e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, portant mesures de grâce et d'apaisement, voici une synthèse détaillant les catégories concernées par ces mesures :

Premièrement: Des mesures de grâce ordinaires :

- Première catégorie : 15.524 détenus condamnés définitivement pour des crimes de droit commun.
- Deuxième catégorie: Sept (7) détenus condamnés définitivement à la peine capitale qui bénéficient d'une commutation de la peine capitale en peine de réclusion à temps de vingt (20) ans. Cinq (5) d'entre eux ont quitté les établissements pénitentiaires après avoir purgé plus de vingt (20) ans de prison et les deux (2) autres purgeront leur peine en 2024.
- Troisième catégorie: 27 détenus condamnés définitivement à la réclusion à perpétuité, ayant purgé plus de vingt (20) ans de prison, qui bénéficient d'une commutation de la peine de réclusion à perpétuité en peine de réclusion à temps de vingt (20) ans.
- Quatrième catégorie: 40 détenus âgés atteints de maladies incurables qui bénéficient d'une remise totale de leur peine.
- Cinquième catégorie: les détenus admis au:
- Brevet d'enseignement moyen (BEM): 68 détenus ayant bénéficié d'une remise totale de leur peine et 31 autres d'une remise partielle.
- Formation professionnelle: 2.069 détenus ayant bénéficié d'une remise totale de leur peine et 780 autres d'une remise partielle.
- Les détenus bacheliers seront libérés après l'annonce des résultats.

Deuxièmement: Des mesures d'apaisement (44 cas):

- Elargissement de Treize (13) individus poursuivis pénalement et placés en détention pour avoir commis des actes d'attroupement et des faits connexes, et qui ne sont pas condamnés définitivement. Onze (11) autres dossiers sont en cours d'examen.
- Sept (07) détenus ont bénéficié d'une remise totale de leur peine et trois (03) autres d'une remise partielle, leur peine ayant été commuée de 18 mois.L'examen des demandes de liberté conditionnelle se poursuit pour dix (10) autres accusés, dont trois (3) ayant bénéficié d'une remise partielle de leur peine.

Une loi spécifique a été élaborée, en prolongement des lois sur la Rahma et la concorde civile, au profit de 298 détenus condamnés définitivement, à soumettre la semaine prochaine à la réunion du Gouvernement, puis en Conseil des ministres pour examen et approbation. Cette loi sera présentée au Parlement dans sa prochaine session».

M. D.

Page 04_Mise en page 1 15/07/2022 18:39 Page 1



MEKLA

Coup d'envoi du Salon national de la poterie d'Ath-Khir

C'EST devant un public nombreux que le wali de Tizi Ouzou, Djillali Doumi, a donné, jeudi dernier dans la matinée, le coup d'envoi de la 4e édition du Salon national de la poterie d'Ath-Khir, commune d'Aït Khellili, daïra de Mekla. Une manifestation qui durera jusqu'au 17 juillet en cours. L'événement est abrité par la maison de Poterie de ce village, situé à l'extrémité sud de la commune.

Et comme de coutume, juste après l'ouverture officielle de la manifestation, les exposants se sont retrouvés seuls derrière leurs stands. Pourtant, les produits potiers exposés et proposés à la vente sont, selon de nombreux critiques, d'une qualité certaine.

En effet, le visiteur, ayant un sens juste de la valeur culturelle et identitaire du produit artisanal d'Ath-Khir, peut effectivement enrichir son musée personnel d'œuvres potières, et ce pour peu que sa situation financière le lui permette. Il convient de relever que la maison de la Poterie d'Ath-Khir n'a pas encore reçu de statut officiel. Toutefois, selon le premier magistrat de la commune d'Aït Khellili, les autorités compétentes sont en train d'œuvrer dans ce sens.

Quant aux moyens mis en œuvre pour l'organisation de ce Salon, ils ont été assurés avec le concours de l'APC d'Aït Khellili, l'APW de Tizi Ouzou et la maison de l'Artisanat et des métiers de la wilaya. Pour ce qui est de la portée que mérite ce genre de manifestation, il ne peut être que l'engagement d'une réflexion intelligente dans ce sens, en commençant par lui donner une dimension internationale. Pour ce faire, il faudrait d'abord commencer par choisir un espace approprié pour l'abriter, et il est évident que c'est à Alger et ses environs immédiats qu'atterrissent les étrangers. Il faut dire qu'au village d'Ath-Khir, il n'existe même pas de restaurants ou d'hôtels. Ainsi, les visiteurs de ce Salon ne sont autres que les habitants d'Aït Khellili et, à un degré moindre, les habitants des communes limitrophes, comme Souamaâ et Mekla.

Par ailleurs, toutes les maisons et tous les foyers de Kabylie n'ignorent pas le métier de potier. Dans ce cas alors, pourquoi un citoyen originaire de la Kabylie irait acheter un produit que lui-même peut fabriquer ? En définitive, le produit potier en tant que vecteur artisanal, culturel et économique se doit d'être proposé aux étrangers. C'est la seule façon de montrer au reste du monde la beauté de la culture algérienne. Et en attendant une louable initiative dans ce sens, qui nécessite en premier lieu l'implication de nos intellectuels et professionnels de la publicité, nos responsables locaux se contentent du petit exercice folklorique, lequel ne dépasse guère la limite géographique de la commune organisatrice.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

GAZ

L'Algérie augmente de 4 milliards de mètres cubes ses livraisons à l'Italie

L'Algérie, deuxième fournisseurs de gaz de l'Italie, a décidé hier d'augmenter de quatre milliards de m³ supplémentaires le volume de ses livraisons de gaz vers ce «pays ami» à partir de la semaine prochaine. Rome, qui espère devenir d'ici l'an prochain un hub gazier qui desservira toute l'Europe, compte énormément sur ses relations historiques et stratégiques avec l'Algérie, afin d'assurer sa sécurité énergétique et surtout devenir l'un des principaux acteurs de ce secteur dans le continent européen.



Le groupe national Sonatrach va livrer, à partir de la semaine prochaine, à la société italienne des hydrocarbures ENI et à d'autres partenaires italiens quatre milliards de m³. L'Algérie a déjà livré à l'Italie depuis le début de l'année 13,9 milliards de m³ dépassant de 113% les volumes prévisionnels. Les livraisons algériennes en gaz vers l'Italie atteindront d'ici la fin de l'année en cours six milliards de m³ supplémentaires.

Ces augmentations enregistrées dans les livraisons interviennent en application aux termes du contrat signé entre les deux pays lors de la visite officielle du Président du Conseil des ministres italien, Mario Draghi, en Algérie le 11 avril dernier, visant l'augmentation des exportations algériennes en gaz vers l'Italie entre le géant public des hydrocarbures Sonatrach et la société italienne ENI. Rappelant que lors de cette visite, Alger et Rome avaient signé également un protocole d'entente dans le domaine énergétique, concernant des co-investissements dans des projets d'énergie renouvelable. D'autres dossiers étaient également au menu des entretiens entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et Draghi, comme l'investissement et la coopération dans le secteur de la PME. Il faut savoir que l'Algérie est le deuxième fournisseur de gaz de l'Italie derrière la Russie dont proviennent 45% des importations gazières de la péninsule. Le gazoduc Transmed achemine du gaz algérien vers les côtes italiennes depuis 1983. Il a une capacité quotidienne de plus de 110 millions de mètres cubes. Rome avait déclaré qu'elle cherchait à obtenir neuf milliards de mètres cube supplémentaires de l'Algérie. L'Italie est le premier client du gaz de l'Algérie d'où elle assure le tiers de ses approvisionnements. Elle en avait importé durant le premier trimestre 2021 un total de 6,4 milliards de mètres cubes, soit une progression de 109% par rapport à 2020. Le contrat de vente de gaz entre les deux pays a été renouvelé en mai 2019 pour une durée de huit ans jusqu'en 2027, en plus de deux années optionnelles supplémentaires.

Rappelant que Sonatrach «dispose d'une capacité non utilisée sur le gazoduc Transmed», qui va certainement servir à augmenter les approvisionnements du marché italien. Sonatrach et le groupe énergétique italien ENI gèrent ensemble le Gazoduc Transmed.

Mohamed Mecelti

ENERGIES RENOUVELABLES

Introduction de mesures d'efficacité énergétique dans les secteurs énergivores

LES RÉSULTATS intermédiaires du programme «Taka Nadifa» (énergie propre), un programme d'appui au secteur des énergies renouvelables en Algérie, opéré en collaboration avec l'Union européenne (UE), ont été présentés jeudi avec l'objectif d'introduire de mesures d'efficacité énergétique dans les secteurs énergivores.

Ces résultats ont été présentés lors du premier séminaire thématique de visibilité de ce programme d'appui, organisé par le ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, en partenariat avec le ministère de l'Energie et des mines et la Délégation de l'UE en Algérie, sous le thème «l'efficacité énergétique : un des piliers pour la transition énergétique de l'Algérie».

Intervenant à l'occasion, le secrétaire général du ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Bouziane Mahmah, a estimé que «Taka Nadifa» est un programme «ambitieux» visant, notamment, l'introduction de mesures d'efficacité énergétique sur les plans réglementaires et techniques au niveau des secteurs énergivores, à l'instar du transport, de l'industrie et «plus particulièrement» du bâtiment.

Dans une allocution, prononcée au nom du ministre du secteur, Benattou Ziane, le responsable a expliqué que cela intervient par «l'introduction de mesures réglementaires d'efficacité énergétique dans la conception et la rénovation des bâtiments, ainsi que l'amélioration de la performance énergétique de l'éclairage résidentiel, l'éclairage public et des équipements électroménagers».

Il a rappelé, dans ce sens, que «Taka Nadifa» est un programme d'appui au secteur des énergies renouvelables, principalement électrique et de l'efficacité énergétique en Algérie.

Pour sa part, le directeur général des études et de la prospective au ministère de l'Energie et des Mines, Miloud Medjelled, intervenant au nom du ministre, a souligné que «Taka Nadifa» permettra de bâtir un système d'information «complet», permettant d'améliorer les statistiques annuelles de consommation finale d'énergie, par secteur, afin d'obtenir un tableau «plus précis» pour le calcul des indicateurs d'efficacité énergétique.

Ce programme d'appui est «parmi les priorités de la coopération Algérie-UE, pour les années à venir», a indiqué, par ailleurs, le sous-directeur des institutions européennes et relations Euromed, au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Mouard Arab, rappelant, à ce titre, «la finalisation d'un projet de jumelage destiné à renforcer les capacités du commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique».

Présente à l'évènement, la cheffe de la section opérations de coopération à la Délégation de l'UE en Algérie, Emmanuelle Guiheneuf, a indiqué que le projet «Taka Nadifa» s'inscrit dans le dialogue «stratégique» sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE, permettant aux deux parties d'échanger d'une manière «régulière et profitable» sur plusieurs thématiques du secteur de l'énergie, comme le marché du gaz, les énergies renouvelables et le développement de nouvelles filières énergétiques, telle la production de l'hydrogène vert. Ce séminaire avait pour objet de présenter les résultats intermédiaires du programme en matière d'efficacité énergétique, à savoir : les plans d'actions sectorielles, la réglementation de l'efficacité énergétique des bâtiments neufs et l'isolation thermique des bâtiments existants, la certification et l'étiquetage énergétique des équipements électroménagers, ainsi que le renforcement des capacités.

Doté d'un budget de 11 millions d'euros, dont 10 millions d'euros au titre de la contribution de l'UE et 1 million d'euros au titre de la contribution de l'Algérie, «Taka Nadifa» se déroule sur une période de 4 ans (avril 2019 – avril 2023).

M. B.

Page 05_Mise en page 1 15/07/2022 17:40 Page 1

TIZI OUZOU

LE CRIME ET LE DÉLIT OMNIPRÉSENTS

Le crime et le délit sont toujours omniprésents à Tizi Ouzou. Cette triste réalité est, encore une fois, prouvée par le rapport établi, dans ce sens, par la sûreté de wilaya.



Dans ledit rapport mentionnant le bilan des activités policières durant le mois de juin 2022, il est mentionné qu'au volet de la police judiciaire et au chapitre des affaires relatives aux crimes et délits contre les personnes, les services compétents de la police ont traité 120 affaires dans lesquelles 144 personnes sont mises en cause. Parmi celles-ci, 24 ont été présentées à la justice, qui a ordonné la détention préventive de 8 personnes, le contrôle judiciaire à l'endroit de 6 autres et la citation à comparaître pour les 10 autres personnes concernées.

Par ailleurs, les mêmes services de police ont instruit et transmis à l'instance de justice 115 dossiers de nature judiciaire.

S'agissant des affaires relatives aux crimes et délits contre les biens, les mêmes services de police ont étudié et traité 30 affaires dans lesquelles 35 personnes sont mises en cause. Parmi celles-ci, 12 ont été présentées à la justice, dont 9 ont été placées en détention préventive. Les 3 autres ont fait l'objet d'une citation à comparaître. Sur le même registre, les policiers ont instruit et transmis à cette instance de justice 20 dossiers de nature judiciaire.

Au volet relatif aux infractions à la législation des stupéfiants et substances psychotropes, les mêmes services policiers ont traité et élucidé 42 affaires dans lesquelles il y a eu implication de 47 personnes. 13 d'entre elles ont été présentées à la justice. Après étude et examen des cas, il a été ordonné la détention préventive à l'endroit de 36 personnes, la citation à comparaître pour 6 personnes et la liberté provisoire pour 4 autres. Par ailleurs, ces services de police ont instruit et transmis 34 dossiers de nature judiciaire.

En ce qui concerne les affaires relatives aux crimes et délits contre la chose publique, les services compétents de la police en la matière ont traité et élucidé 49 affaires dans lesquelles il y a eu implication de 93 personnes. 53 d'entre elles ont fait l'objet d'une présentation devant le procureur.

Le rapport de la sûreté de wilaya mentionne que 10 personnes ont été placées en détention préventive, 29 ont fait l'objet d'une citation à comparaître et les 8 autres ont été laissées en liberté provisoire. Dans ce même cadre, les services de police ont instruit et transmis au parquet 38 dossiers de nature judiciaire. S'agissant du volet relatif aux atteintes des bonnes mœurs, les services de police compétents ont enregistré et traité 4 affaires dans lesquelles 5 personnes sont impliquées. L'une d'entre elles a été présentée à la justice, qui a ordonné sa détention préventive en attendant son procès.

«Par ailleurs, mentionne le rapport de la sûreté de wilaya, dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, 85 opérations coup-de-poing ont été initiées durant la période considérée, ciblant 306 points sensibles (quartiers sensibles, lieux publics, cafés maures, marchés, gare routière et chantiers de construction)». A l'issue de ces opérations, relève le rédacteur du rapport, 2 287 personnes ont été contrôlées et 45 d'entre elles ont été présentées à la justice pour divers délits : 11 pour port d'armes prohibées, 20 pour détention de stupéfiants et psychotropes, 5 faisant l'objet d'un avis de recherche et 22 pour d'autres délits.

Il convient enfin de noter que, dans ce cadre précis, la justice a ordonné la détention préventive à l'endroit de 8 personnes.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

GAZ NATUREL À BÉJAIA

10 000 foyers raccordés prochainement

PLUS de plus de 10 000 foyers seront bientôt raccordés au gaz naturel. Ce programme devrait toucher les zones à faibles taux de raccordement à cette énergie indispensable aux besoins domestiques. Il s'agit, entre autres, des villages concernés sont ceux des communes de Souk El-Tennine, Tichy, Draâ El-Gaïd, Barbacha, Ouzellaguen, Amizour, Bouhamza.

Ce programme a déjà été lancé par la direction de distribution de la Sonelgaz de Béjaïa. Cet ambition programme devrait concerner à la fin plus de 24 0000 foyers. Les travaux de raccordement des foyers ont débuté récemment.

«La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Bejaïa a lancé, dernièrement, un programme ambitieux de raccordement au réseau gaz à travers tout le territoire de la wilaya», a indiqué récemment la Sonelgaz dans un communiqué de presse transmis à notre rédaction.

«Le but de ce programme est de développer les réseaux de transport et de distribution du gaz naturel de façon à toucher tous les villages notamment, ceux relevant des communes enregistrant un faible taux de raccordement», souligne la même source.

«Ce programme comprend la réalisation de 1274 KM de réseau de distribution et 24000 branchements pour une enveloppe qui dépasse les 3000 Millions de Dinars», précise la Sonelgaz. Ce programme dont une partie a été lancé, est financé à 75% par l'Etat et 25% par la Sonelgaz. Ceci concerne la réalisation de 537 KM de réseau de distribution et plus de 10 000 branchements.

Deux (02) DP (postes de distribution publique gaz) seront réalisés dans les communes de Darguina etTaskriout et aussi à El-Qalaât Nath Abas à Ighil-Ali sur une longueur réseau de distribution de 214 KM. «Ces équipements électriques devraient générer 5159 branchements ainsi que sept (07) QLS (quartiers et lotissements sociaux) d'une longueur réseau de 323 Km et 5800 branchements», fait remarquer la Sonelgaz.

«Notre société a déployé tous les moyens nécessaires humain et matériel afin de concrétiser ledit projet dans sa globalité, ceci permettra à la wilaya de Béjaïa d'atteindre un taux de pénétration au réseau gaz appréciable», souligne la direction de distribution de la Sonelgaz dans son document. A titre de rappel, la Sonelgaz de Béjaïa a raccordé plus 17 000 nouveaux clients au réseau gaz et 8000 autres clients entre les mois janvier et avril de l'année 2022.

La direction de distribution de wilaya invite les citoyens résidant dans les villages déjà raccordés au réseau du gaz de ville afin de «procéder à la réalisation de leurs installations intérieures afin de jouir des bienfaits de cette précieuse énergie d'autant plus que son coût est inférieur à celui de l'électricité».

l est utile de noter que le taux actuel de raccordement au gaz naturel est 71%», selon les statistiques communiquées récemment.

De Béjaïa, N. Bensalem

WAHID CHACHI, DIRECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT DE BLIDA :

«Les entreprises sans permis d'exploitation risquent la fermeture temporaire»

LORS d'une journée d'étude et de sensibilisation, en coordination avec l'Association des journalistes de la wilaya de Blida et tous les acteurs concernés, le directeur de l'environnement de la wilaya de Blida, Wahid Chachi, a expliqué que le décret exécutif 22/167 du 19 avril 2022 fixait un délai d'un an aux établissements classés pour la protection de l'environnement qui ne disposent pas d'un permis d'exploitation, et ce pour régulariser leur situation à partir du 19 avril 2022. Le délai prendra fin à la même date de l'année 2023. Wahid Chachi a précisé que toutes les entreprises classées qui ne disposent pas d'un permis d'exploitation sont tenues de régler leur situation pendant cette période, avant qu'elles ne fassent l'objet d'une fermeture provisoire, et ce jusqu'à ce que leur situation soit réglée. Il a indiqué que le décret exécutif prévoyait le règlement de la situation dans un délai d'un an, en deux étapes. La première étape se situe dans les six premiers mois suivant la publication du décret, de sorte que chaque institution n'ayant pas de permis d'exploitation soit tenue de déposer un bilan environnemental après sélection d'un bureau d'études au niveau des directions de l'environnement. Le propriétaire de l'entreprise se verra remettre un récépissé de dépôt, précisant que, durant cette étape, l'établissement n'est exposé à aucune autre procédure jusqu'à ce que toutes les procédures soient terminées et que le permis d'exploitation soit obtenu. Mais dans le cas où le délai de six mois est expiré alors que le propriétaire de l'établissement n'a pas déposé de dossier d'audit environnemental, une décision de fermeture temporaire de l'établissement sera alors prise. M. Chachi a également expliqué que l'examen environnemental, selon le texte du nouveau décret, dure un an et sera exploité en deux phases. Il a évoqué le recensement d'un certain nombre d'établissements ne disposant pas de permis d'exploitation, appelant les investisseurs, les propriétaires d'entreprises industriels et les maîtres d'ouvrage à régler leur situation durant cette période, notant que ses services ont contacté les communes afin de recenser toutes les activités et institutions classées, mais aussi toutes les directions sectorielles concernées par le dossier, et ce afin de sensibiliser les propriétaires des entreprises et les investisseurs à régler leur position dans les délais impartis. Quant au mode d'obtention d'une licence d'exploitation pour les nouvelles entreprises pas encore opérationnelles. M. Chachi a expliqué que «le décret a introduit une licence d'agrément préalable. Dès que le maître d'ouvrage a obtenu cette licence, il passe à une deuxième étape, qui est l'étape d'achèvement de toutes les procédures liées au projet. Une fois celles-ci terminées, y compris le permis de construire et l'entrée en production, le propriétaire de l'établissement soumet une demande à la commission de wilaya pour le suivi des entreprises classées, en vue de l'obtention de la licence d'exploitation dans un délai très court».

T. Bouhamidi

GUERRE EN UKRAINE

Recours aux enfants soldats d'Azov

Par Kader Tahri



Ce qui hypocrite, c'est que tout ce qui ne serait pas toléré au reste du monde puisque contraire aux valeurs Occidentales (Droits de l'Homme, Démocratie etc), est toujours accepter lorsque ceci est Ukrainien, dès lors que c'est contre la Russie. Les GAFAM veulent faire du reste du Monde un acteur et une victime du conflit et pourtant en Afrique, en Amérique Latine, en Asie et dans le monde Arabe, ni les médias ni les réseaux ne partagent cet enthousiasme. Car cette guerre a été soutenue et créée par des losers dirigés par une vieille Europe moisie et les médias occidentaux nous servent une soupe larmoyante, bouleversante sans nous informer sur les tenants, les aboutissants, les causes, les implications et intrications de cette guerre.

Il faut aussi rappeler que ce genre de guide de la propagande de guerre semble être un monopole israélien du champ lexical de colonisation, qui permet à Israël de massacrer des Palestiniens par milliers en invoquant une prétendue légitime défense, alors que tout acte de légitime défense littérale des résistants Palestiniens est condamné comme du terrorisme, s'est révélé terriblement enrichissant non seulement en facilitant les objectifs politiques et territoriaux d'Israël, mais aussi en créant des opportunités internationales permettant à des individus israéliens et à des entités militaires de capitaliser sur l'expertise d'Israël en matière de juiverie, d'apartheid et de répression.

En effet tous ces crimes ne sont pas et ne peuvent pas être de même nature et condamnés de la même façon. Car les uns sont fait par des gentils, et les autres par des méchants, cela fait toute la différence entre l'occupation et la résistance. Ainsi pour les médias d'aujourd'hui la thématique et les techniques de propagande sont bel et bien maintenues. Certes la profonde détresse des Ukrainiens et des Palestiniens mérite, évidemment, d'être montrée, malheureusement cette image de détresse n'est pas une information mais un spectacle porté comme un bourrage des esprits par les médias qui s'épargnent ainsi un véritable analyse de la scène politique Israélienne au style apartheid et ukrainienne au demeurant très corrompue, accessoirement, les Ukrainiens qui restent toujours parmi les populations les plus pauvres d'Europe, aimeraient tous bien occuper un bon emploi et manger à leur faim plutôt que d'être conduits à l'exode et à toutes sortes de compromissions.

La Syrie reste l'exemple le plus illustrant, les Occidentaux ont utilisé des fausses attaques chimiques, organisées par les services spéciaux britanniques, sous couvert de notoire « Casques Blancs« . Ces fausses attaques chimiques avaient pour but de justifier les bombardements occidentaux sur le peuple Syrien. Quand les casques blancs se sont fait prendre la main dans le sac, et d'être piteusement démasqués. Il n'y a plus jamais eu d'attaque chimique. La guerre en Syrie échoue, malgré le déploiement phénoménal de forces et d'argent, de la part de la coalition,

Dans la guerre en Ukraine, les analyses des pseudo experts propagandistes sur les plateaux de Télévision, laissent entendre qu'une guerre chimique serait dans les intentions de la Russie. Le message est clair: Les braves services de renseignement occidentaux vont remettre la main à la pâte et organiser une « abominable attaque chimique Russe contre les démocrates Ukrainiens » qui suscitera une légitime indignation mondiale. Tous les ingrédients du parti pris, des informations sélectives, des mensonges par omission, pour une pensée unique sur la crise ukrainienne s'y retrouvent.

Toujours est-il en Ukraine que le «Groupe Azov» est clairement identifié une paramilitaire à l'extrême droite. Bien qu'il se défende d'avoir une idéologie proche des nazis, il n'en reste pas moins que le sigle d'Azov est le symbole de la II division Das Reich, agrémentée d'un soleil noir inversé qui est aussi un symbole nazi, et qu'il compte en son sein des mercenaires étrangers (issus de plus 20 nationalités) dont quelques-uns se déclarent ouvertement de grands fans du nazisme comme les organisations fascistes de Trizoub-Bandera, Secteur Droit, Svoboda, Patriote d'Ukraine et les éléments de ces bataillons sont également connus comme les « hommes noirs ».

L'Ukraine pullule de groupes, groupuscules ou partis de ce genre, sentant le souffre?

-JE NE SAIS PAS SI ON LAISSERAIT CE GENRE D'ARMÉES HORS DE L'ARMÉE CONVENTIONNELLE SE DÉVELOPPER CHEZ LES PAYS OCCIDENTAUX ?

Pour rappel, le bataillon Azov a été créé le 5 mai 2014 avec la bénédiction des politiciens, suite à la révolution du Maïdan de Kiev. C'est au lendemain des référendums de Lougansk et Donetsk (13 avril 2014) que le gouvernement Ukrainien décide de former des milices armées pour lutter contre ce qui est alors considéré comme une insurrection séparatiste.

Le bataillon Azov est donc le corollaire de cette décision prise au sommet de l'État ukrainien.. À l'époque, les troupes ukrainiennes avaient été incapables de freiner l'avancée des milices, armées et entraînées par les Russes, qui s'emparaient des villes dans l'Est. Des patriotes volontaires s'étaient alors réunis en bataillons, financés en partie par de riches hommes d'affaires. À l'été 2014, les combattants d'Azov libéraient Marioupol et, six mois plus tard, défendaient cette importante ville portuaire dans la bataille de Shyrokyne, un village non loin, situé sur les côtes de la mer d'Azov, d'où le régiment tire son nom. Les succès militaires du régiment à Marioupol et Shyrokyne, furent l'acte de baptême de cette nouvelle mystique armée autour de l'ambition, de la détermination et de l'autonomie des combattants.

Ce message simple est destiné avant tout à la population ukrainienne ; il permet de faire d'Azov un régiment d'élite accepté par une partie de la population. Le bataillon Azov travaille à la promotion du néo-nazisme partout au pays et cultive une idéologie xénophobe, raciale et violente à l'encontre des non Ukrainiens, toutes les nouvelles recrues sont endoctrinées aux idées d'extrême droite, souvent xénophobes.

S'il n'y a aucun doute que des éléments radicaux existent au sein du régiment elles décrédibilisent l'État ukrainien, accusé d'employer des « bataillons néo-nazis » contre les populations du Donbass. La révolution de Maïdan est ainsi associée à un putsch ayant porté au pouvoir une junte fascisante, mais les partenaires Européens qui avaient pu témoigner de leur inquiétude quant à ces formations paramilitaires ultranationalistes, semblent avoir renoncer à une partie de leurs convictions démocratiques pour soutenir l'Ukraine censée défendre la démocratie. Néanmoins je remarque une chose assez extraordinaire, c'est cette aptitude qu'ont eu les médias occidentaux à faire croire que l'Ukraine était un paradis démocratique gouverné par des vrais démocrates désintéressés et soucieux des valeurs européennes avec des bataillons qui brandissent des signes nazis et semblent être des défenseurs de la démocratie.

L'Ukraine était sans doute le pays le plus altéré et corrompu d'Europe, il doit toujours l'être. Les politiques y ont toujours été à la traîne des oligarques quand ils ne l'étaient pas eux-mêmes. Bien qu'à son indépendance elle disposait de tous les atouts pour prospérer elle n'a fait que stagner et a perdu avant que la guerre explose les 20% de sa population a partir chercher son bonheur ailleurs. Le bataillon Azov n'a rien d'héroïque. Une reddition honorable n'est pas un crime. Ce qui est un crime par contre c'est une obstination absurde qui ne fait qu'augmenter inutilement les pertes et les destructions. Ils devront répondre de leurs actions. La seule excuse qu'ils puissent invoquer, c'est d'avoir été manipulés par le Pouvoir Ukrainien.

Depuis longtemps, Azov organise des camps pour enfants aux abords d'un affluent du Dniestr, tout prés de Kiev. En quelques jours d'entraînement dans un camp militaire, on souhaite faire de jeunes âgés de 5 à 15 ans d'ardents guerriers. Il s'agit bien des camps militaires des Azovets, qui sont établit dans plusieurs villes, le plus important étant celui de Kiev et encore une fois nous observons le long silence des médias du bien sur le sujet.

Cette exploitation est bien évidemment illégale puisque conformément à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) des Nations Unies et au droit international des droits de l'Homme, aucun enfant de moins de 18 ans ne peut être recruté dans les forces armées (gouvernementales) ou dans des groupes rebelles armés (milices et gangs). Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC) interdit aux groupes armés non étatiques de recruter toute personne âgée de moins de 18 ans à quelque fin que ce soit afin de donner un nouvel élan aux projets de prévention et de lutte contre ce phénomène.

La société ukrainienne dans son ensemble reste fortement militarisée et la possession d'une arme y joue un rôle important. Les armes fascinent et font partie du quotidien de certaines communautés qui ont eu, dans leur histoire, à se défendre contre un ennemi permanent. L'enfant est donc naturellement très tôt bercé par un idéal militaire et par la nécessité d'acquérir une arme. L'arme ne fait pas peur aux enfants au contraire, elle les fascine. Posséder une arme dans un pays en conflit est un gage de sécurité et de statut, y compris pour les filles. Dans l'imaginaire collectif, recevoir une arme marque le passage de l'enfance à l'âge adulte. Le phénomène des enfants soldats en Europe est une réalité qui n'appartient qu'à l'Ukraine à ce jour par des organisations fascistes qui soit ils ignorent les règles de la guerre, soit ils s'en moquent, ce qui devient un phénomène prolongé dans laquelle la population civile continue de souffrir gravement.

Je tiens surtout à conclure qu'une guerre est toujours traumatisante, notamment pour les enfants et que la guerre en Ukraine ne fait pas exception, sans oublier les conséquences des conflits pour les enfants en Palestine, en Syrie, en Libye, en Irak, au Yémen ou bien encore dans la contrée de l'Afrique, une notion totalement répandue chez les médias Occidentaux qui tendent à normaliser la tragédie dans certaines régions du monde, notamment au Moyen-Orient et amplifier le drame des autres notamment en Ukraine. Une histoire d'instrumentalisation cynique d'une liberté d'expression chimérique, mais on ne le dit pas, les médias ont toutes les vertus.

C'est ce qu'on nomme la liberté de la presse et en cas de mauvaise information seul l'avocat peut contester.

Mondialisation.ca

ORAN

Lancement du concours littéraire national «Médaille de l'été littéraire»

L'association culturelle «Athar El-Abirine» d'Oran vient de lancer la 3ème édition du concours littéraire national «Médaille de l'été littéraire» dédié à la défunte poétesse Oum Sihem, en reconnaissance de ses contributions littéraires, a-t-on appris auprès de cette organisation.

La troisième édition du concours, organisée par le club littéraire de l'association et ouverte aux nouvellistes de différentes tranches d'âge, se tiendra sous le slogan «écrire est un engagement et une responsabilité», a indiqué à l'APS le président de l'association, Rouane Chérif.

Les participants au concours visant à déceler de jeunes talents, à les encadrer et à les encourager à poursuivre leur créativité, concourront pour le prix de l'écrivaine et poétesse Amaria Bilal, connue sous le pseudonyme d'Oum Sihem, décédée en janvier 2021, a ajouté la même source.

Les résultats du concours, supervisé par un jury de spécialistes, seront annoncés le 20 août prochain, coïncidant avec la célébration de la Journée nationale du moudjahid. Le dernier délai de remise des textes littéraires a été fixé au 31 juillet, selon la même source. Pour rappel, la regrettée Oum Sihem est l'auteure de nombreux recueils de poésie comme «L'alphabet de novembre»,

«Chahida ala asr», «Palestine» et bien d'autres travaux dans lesquels elle glorifiait l'héroïsme des moudjahidine et des martyrs de la glorieuse la résistance palestinienne.



La défunte avait également eu une expérience dans l'écriture de nouvelles, sachant qu'elle est l'auteure, entre autres, de «Erassif El-Beiroutі» et «moudhakirate Oum Ali». Elle avait collaboré dans plusieurs journaux nationaux notamment dans la rubrique culturelle où ses écrits ont porté sur plusieurs études littéraires critiques.

Oum Sihem était membre de l'Union des écrivains algériens et l'Union des écrivains arabes. Elle avait reçu plusieurs distinctions dans de nombreuses rencontres littéraires aux niveaux local, national et arabe.

EDITION

Parution du 1er dictionnaire fonctionnel de la terminologie de la pêche et de l'aquaculture

LE HAUT Conseil de la langue arabe (HCLA) a organisé, mercredi, une journée d'information à l'occasion de la parution du premier dictionnaire national de la terminologie de la pêche et de l'aquaculture, en concomitance avec la célébration du 60e anniversaire de recouvrement de la souveraineté nationale.

Lors de la présentation de la nouvelle publication au siège du HCLA, le président du HCLA, Salah Belaïd, a précisé que ce dictionnaire était «le premier du genre au niveau national et arabe et le fruit des efforts communs consentis en un temps record entre les chercheurs du HCLA et les professionnels du secteur de pêche».

Cet ouvrage scientifique, qui comprend près de 3000 mots, constituera «un guide regroupant les termes utilisés par les professionnels du secteur, notamment ceux en relation avec les correspondances administratives dans le cadre des mêmes prérogatives», a-t-il poursuivi.

M.Belaïd a estimé, dans ce sens, que la publication de dictionnaires en coordination avec les différentes instances ministérielles est l'un des missions du HCLA qui veille à «renforcer l'utilisation de la langue arabe», appelant, à cet effet, les différents secteurs et instances à «la conjugaison des efforts pour réaliser de tels ouvrages scientifiques qui contribuent à la promotion et à l'utilisation de la langue arabe».

Pour sa part, le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a estimé, dans une allocution lue en son nom par le représentant du ministère, Farid Naït Djoudi, que « l'importance de la terminologie dans les domaines techniques et scientifiques va au-delà de son usage linguistique», soulignant que ce dictionnaire, à la réalisation duquel des professeurs et des chercheurs ont participé, contribuera à «faire face à tout amalgame en l'absence de concordance entre la signification des mots couramment utilisés et leurs connotations pour les spécialisations de la pêche et de l'aquaculture».

De son côté, la présidente des études au HCLA et coordinatrice du travail sur ce dictionnaire, Hanisa Kacehi, a estimé que cette publication «s'inscrit dans le cadre de la série de dictionnaires fonctionnels et des travaux lexicaux en termes scientifiques et techniques que le HCLA s'engage à développer».



Il convient de noter que le dictionnaire fonctionnel de la terminologie de la pêche et de l'aquaculture contient un guide de codage, outre quatre domaines relatifs au secteur tels que les termes techniques et administratifs, les machines et les navires de pêche, les professions, les activités et les organisations internationales et régionales, et des annexes relatives à la signalisation maritime et au dialecte algérien.

BLIDA

Une pléiade d'humoristes aux Journées nationales du rire

UNE PLÉIADE d'humoristes et comiques connus prendront part aux Journées nationales du rire qui seront organisées jeudi soir à Blida, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la culture et des arts de la wilaya.

Les journées nationales du rire seront organisées à partir de 22h30, les 14, 15 et 16 du mois en cours, à la place de la Liberté du centre ville de Blida, avec la participation d'une pléiade d'humoristes connus, dont Hamid Achouri, Mohamed Bessam, l'artiste Bakhta, Houari Melouk, dit «Ftita», Hassan Kerkach, Salim Medjahed, dit «Allek», et Tahar Safir, a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, Hadj Meshoub.

Des monologues, des sketchs et des spectacles de rire sont portés au programme de cette manifestation, a-t-il ajouté, prévoyant une affluence considérable de familles, en raison de la grande popularité de ces artistes humoristes.

Le même responsable a signalé l'organisation attendue, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant (15 juillet), de nombreuses festivités au parc Bahli de Soumaâ (Est de la wilaya), tout au long de la journée du vendredi, dont notamment des spectacles de clowns et des ateliers de dessin et de lecture.

PEINTURE

Exposition autour de Frida Kahlo du 17 juillet au 13 aout à Alger

UNE EXPOSITION de peinture faite de reproductions des grandes œuvres de la Mexicaine Frida Kahlo aura lieu au siège de la Fondation Culturelle Asselah Ahmed et Rabah à Alger.

Le vernissage de l'exposition aura lieu le Samedi 16 Juillet 2022, à 14h, au siège de la fondation. En marge de l'exposition, Bouamama Mustapha (Docteur ès Histoire, Théorie et Pratique des arts visuels) y animera une conférence autour de l'œuvre de l'artiste.

Le public pourra, pour sa part, découvrir l'exposition et s'émerveiller devant les différentes reproductions des œuvres dès le lendemain, 17 juillet, et jusqu'au 13 août 2022.

Véritable symbole féministe et l'un des plus grands noms de l'art en Amérique Latine, Frida Kahlo est, depuis toujours, une source d'inspiration pour tous. L'exposition vise à faire connaître son travail au grand public et pérenniser davantage son nom.

Née au Mexique en 1907 et décédée en 1954, Frida Kahlo est une artiste-peintre qui a marqué son temps de son talent et ses multiples engagements. Son tableau le plus célébré « autoportrait » a été réalisé en 1940, qu'elle offrit à son médecin en signe de remerciements pour l'avoir prise en charge à la suite d'une mycose aigüe à la main droite.

LARBAÂ NATH IRATHEN

Coup d'envoi d'un Salon du livre

LA BIBLIOTHÈQUE municipale de Larbaâ Nath Irathen abrite du 14 au 16 juillet courant un Salon du livre en hommage à Malek Daoud, « un ami du livre » décédé lors des incendies de l'été 2021. Placé sous le thème « Des mots qui guérissent des maux », cet événement littéraire verra la participation d'une soixantaine d'auteurs et une quinzaine d'éditeurs.

Les Salons de livre pullulent en Kabylie. La région de Larbaâ Nath Irathen vient d'inaugurer le sien, ce jeudi 14 juillet. Il est dédié en hommage à Malek Daoud, qui a succombé à ses blessures à l'hôpital de Douéra (Alger), « après avoir été touché par les incendies de l'été dernier au village Ikhlidjene, alors qu'il essayait de sauver d'autres personnes », a témoigné l'une de ses connaissances. Malek Daoud est connu dans sa région pour être un mordu de la lecture et de la littérature. Au programme de ce rendez-vous culturel, des expositions de livres, ventes-dédicaces et des conférences-débats. Ce matin, les organisateurs se sont recueillis sur les tombes des victimes des incendies de l'été 2021, à Agulmim et à Ikhlidjen, où se trouve la tombe de Malek Daoud.

Parmi les conférenciers qui interviendront durant ce Salon du livre, l'on notera Rachid Oulebsir dont la communication portera sur « L'importance du livre dans la formation de la jeunesse », et Djamel Laceb, qui animera une conférence sur le thème « Lecture et écriture en Tamazight, où on est-on ? ». Deux ateliers pour enfants sur l'écriture et la lecture en tamazight, arabe, français et anglais sont également prévus par les organisateurs. Il est placé sous le slogan : « Un enfant qui lit est un adulte qui pense ».

ORAN

Projet d'aménagement du site de Murdjadjou

LA COMMUNE d'Oran vient de bénéficier d'un projet d'aménagement du site historique et touristique de Murdjadjou, sur les hauteurs de la ville, a-t-on appris, mercredi dernier, du Président de l'APC, Amine Allouche.
M.Allouche a indiqué que le projet a été annoncé par le wali d'Oran, Saïd Sayoud, mardi dernier, lors de la deuxième session ordinaire de l'APW, précisant qu'une étude sera lancée prochainement sur les formules d'aménagement proposées de l'intégralité du site, à partir du quartier de Sidi El-Houari jusqu'à la mosquée « Cheikh Abdelkader Djillani », sur une hauteur de 500 mètres et une distance globale d'environ 5 km.
L'opération d'aménagement comprendra la réalisation des sites d'arrêt et de repos, la fourniture de services le long de l'itinéraire, la plantation d'arbres, la densification de la couverture végétale, l'aménagement du périmètre de la citadelle de Santa Cruz, l'église de la vierge et la mosquée de Cheikh Abdelkader Djillani.
Ce lieu de culte a été réalisé sur les lieux où les étudiants de la zaouïa coranique se relayaient, lors des batailles de libération de la ville d'Oran contre l'occupation espagnole rappelle-t-on.Le site de Murdjadjou offre une vue imprenable de la ville d'Oran et de son littoral. C'est un lieu de loisirs grâce à ses espaces verts et ses sentiers pédestres, à l'abri des bruits de la ville, sans compter l'intérêt que lui portent les chercheurs en histoire.
Selon le Président de l'APC d'Oran, il est également prévu que le téléphérique, assurant la liaison entre le centre-ville et le sommet du Murdjadjou et en cours de rénovation, facilitera l'accès des visiteurs à ce site historique et touristique.

R.R

ZONES HUMIDES À EL-MEGHAÏER

Plus de 10.800 oiseaux migrateurs recensés

PAS MOINS de 10.841 oiseaux migrateurs ont été recensés au titre de la saison 2021/2022 par les ornithologues à travers les zones humides et plans d'eau de la wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris mercredi dernier, auprès de la conservation locale des forêts (CF).
Menée sur une superficie de 388.000 ha répartis entre les zones de Chott-Merouane, Oued-Khrouf et les lacs d'El-Ayata, Tendla, Chahmi, Retam et la canalisation de Oued-Righ, l'opération de recensement a permis de répertorier une avifaune migratrice constituée de la sarcelle marbrée, la lichasse blanche, le cormoran, la flamant rose et la casarca, a détaillé la cheffe du service d'oiseaux migrateurs à la conservation, Radia Makrouche. D'autres espèces, menacées de disparition, retenus dans la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont également élu domicile dans ces régions, a indiqué la même responsable.
La wilaya d'El-Meghaïer recense cinq associations de chasseurs, dont 30 adhérents ont bénéficié d'une session de formation trois jours durant dans la wilaya d'El-Oued, sanctionnée par la remise d'un permis les habilitant à pratiquer la chasse.

R.R

STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE SOUK TLETA

LA STATION dessalement d'eau de mer de Souk Tleta dans la wilaya de Tlemcen a été remise en service partiel mercredi dernier, par les techniciens de la Sonatrach, indique avant-hier, un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. « Cette station, qui est à l'arrêt depuis octobre 2019 pour des raisons techniques, a été remise en service partiel avant-hier, 13 juillet 2022 », précise la même source.
« Grâce à l'engagement des équipes de Sonatrach et AEC (Algerian Energy Compagny), cette remise en service fournit déjà une quantité de 25.000 m3/j qui sera portée dans les prochains jours à 35.000 m3/j », conclut le communiqué.

R.R

BATNA

Près de 60.000 unités de cuir exportées depuis début 2022

L'unité de l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED) de Batna a exporté, depuis début 2022 à ce jour, près de 60.000 unités de cuir semi-transformé vers l'Italie, a-t-on appris avant-hier, auprès de l'administration de l'entreprise implantée dans la zone industrielle de Batna.

L'ACED de Batna est parvenue à se frayer une place dans le marché italien qui représente un centre mondial des cuirs à la faveur de la qualité de ses produits, a affirmé, son directeur Riadh Bouhafs qui a assuré qu'une autre quantité de 75.000 unités de cuir devrait être exportée vers la même destination avant fin 2022.



Opérationnelle depuis 1973, l'ACED exporte déjà depuis plusieurs années et est parvenue, en 2009, à exporter 200.000 unités de cuir semi-transformé, selon la même source qui a indiqué que l'Algérienne des cuirs et dérivés de Batna qui fait partie de cinq mégisseries relevant de l'ACED mise sur la disponibilité de la matière première, à savoir du cuir d'origine ovine et caprine pour booster la production et fournir le cuir pour le marché national, voire pour les marchés mondiaux.
L'unité s'approvisionne en peaux auprès des collecteurs particuliers et assure quotidiennement le traitement de 2.000 peaux, dont 1.500 d'origine ovine et 500 d'origine caprine, a-t-il précisé.
L'opération de collecte des peaux des sacrifices durant l'Aïd El-Adha 2022 a permis à l'unité de ramasser 30.128 peaux des wilayas de Batna, Khenchela, Sétif, Bejaia, Skikda et Constantine dont le tri a révélé que seules 5.061 peaux peuvent être traitées et transformées alors que le reste ne répond pas aux conditions requises et devrait être détruit, selon la même source.
L'opération qui se poursuit encore est considérée, tout de même, « positive » comparativement à l'année passée au cours de laquelle l'unité avait reçu seulement 800 peaux exploitables sur 30.000 collectées, a précisé M. Bouhafs.
Le même responsable a insisté également sur le rôle important du citoyen dans la réussite de ce type de campagne, visant la préservation d'une ressource précieuse et susceptible d'être exploitée dans la diversification de l'économie nationale.
Plus les peaux collectées répondent aux conditions requises en n'étant ni putréfiées ni incisées, l'exploitation de l'ensemble de leurs constituants (peau, laine, poils et graisses) sera plus importante, y compris à travers l'investissement et l'implication de porteurs de projets générateurs d'emplois.
L'unité, dont les installations ont été rénovées à 80% en 2014, traite les peaux par le biais de six ateliers depuis leur état brut jusqu'à leur commercialisation dans un état semi-transformé, utilisable par diverses entreprises pour la confection de produits divers, a souligné le chef du service de commercialisation, Abdelkrim Yahiaoui.
Les déchets des peaux seront exploités pour la fabrication de fertilisants agricoles à la faveur de l'entrée en activité, dès septembre prochain, d'une nouvelle unité installée à Alger, a affirmé de son côté le chef du service de contrôle de la qualité, Brahim Medji.
L'unité de Batna fournira pour cette future unité un stock de déchets de plus de 100 tonnes au même titre que les unités de Jijel, Djelfa, El Amria (Ain Témouchent) et Rouiba (Alger).
Selon l'administration de l'unité de Batna, l'une des plus anciennes mégisseries publiques spécialisées dans le traitement des peaux ovines et caprines, l'ACED de Batna occupe un site de 52.315 m2.
Une opération de réhabilitation de la station d'épuration des eaux de l'unité est actuellement en cours et sera opérationnelle dans les prochains mois de sorte à contribuer à la préservation de l'environnement, a-t-on noté.
Les cadres de cette mégisserie, dont certains ont suivi une formation dans le traitement et le tannage des cuirs à l'intérieur et l'extérieur du pays, ainsi que ses travailleurs expérimentés, œuvrent à développer la production et s'orienter vers l'exportation si les conditions nécessaires sont mises en place, dont la disponibilité de la matière première et la protection du produit national face aux produits d'importation.

R.R

SOUK AHRAS

Rréouverture des 2 postes frontaliers avec la Tunisie

LES AUTORITÉS de la wilaya de Souk Ahras ont affirmé, mercredi dernier, que toutes les dispositions ont été mises en place pour la réouverture des deux postes frontaliers terrestres de Haddada et El Fouidh dans la commune d'Ouled Moumen (Souk Ahras) pour le transit des voyageurs algériens et tunisiens.
Le wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza a précisé que ces dispositions, visant à assurer plus d'aisance au mouvement d'entrée et de sortie des Algériens et des Tunisiens, ont porté sur l'installation d'une commission sécuritaire élargie à tous les services dont la police des frontières, les Douanes, la Protection civile, le secteur de la Santé et les Collectivités locales qui veillera au bien-être des voyageurs.
M.Bouzegza a précisé que les deux postes frontaliers de la wilaya seront renforcés de tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'accueil des citoyens 24h/24 dans les meilleures conditions, relevant que le poste frontalier de la ville de Haddada a en face en territoire tunisien le poste frontalier de Sakiet Sidi Youcef.
A noter que ces dispositions viennent en application de la décision commune du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue tunisien, Kaïs Saïed, de rouvrir les frontières terrestres entre les deux pays à compter du 15 juillet courant aux voyageurs, alors que celles-ci étaient limitées aux marchandises.
Il a, par ailleurs, rappelé qu'avant la fermeture des frontières en mars 2020, le nombre de passagers via ces frontières était annuellement de 1,5 million, et s'attend à voir ce chiffre augmenter durant l'été 2022 à la faveur des travaux de réhabilitation et d'entretien effectués au niveau des deux postes frontaliers de Haddada et El Fouidh, et du dédoublement de la route entre Haddada et le chef-lieu de wilaya.
Des actions de nettoyage et d'embellissement ont été également menées au niveau de ces deux postes frontaliers, outre l'installation de l'éclairage public et des équipements modernes, notamment au poste de Haddada qui accueille habituellement un grand nombre de voyageurs, et ce, de sorte à dynamiser les flux commerciaux et touristiques entre les deux pays.
De son côté, le commissaire de police, Abdelghani Benbouragaa, responsable de la cellule de presse et d'information au sein du service régional de la police des frontières de la wilaya de Souk Ahras, a relevé que la compétence territoriale de ce service s'étend sur 489 km de la bande frontalière et chapeaute trois brigades de police des frontières terrestres au niveau des postes de Haddada et Ouled Moumem (Souk Ahras), Betita, Bouchebka, Ras Layoun, El Meridj et l'aéroport Larbi Tebessi (Tébessa) en plus d'Oum Teboul et El Ayoun (El Tarf).
Parmi les mesures prises pour faciliter le passage des voyageurs au niveau des postes frontaliers figure la coordination entre la police des frontières et les Douanes, et le renforcement des guichets de contrôle frontalier par des éléments de la police.

R.R

ITALIE

Draghi remet sa démission, le président de la République la refuse

Fragilisé depuis plusieurs semaines par une majorité chancelante, Mario Draghi a remis sa démission à la suite d'un vote de confiance au Sénat boycotté par le M5S. Une démission toutefois rejetée par le président italien, qui désire un nouveau vote.

Le Président du Conseil italien Mario Draghi, affaibli par la décision du Mouvement 5 Etoiles (M5S, membre de la coalition) de boycotter un vote de confiance au Sénat, a annoncé qu'il présenterait sa démission dans la soirée du 14 juillet. «Ce soir, je remettrai ma démission au président de la République» Sergio Mattarella, a déclaré Mario Draghi en conseil des ministres. «La majorité d'unité nationale qui a soutenu ce gouvernement depuis sa création n'existe plus. Le pacte de confiance fondant l'action de ce gouvernement a disparu», a-t-il expliqué. Mario Draghi, ancien patron de la Banque centrale européenne, était arrivé aux affaires début 2021 pour constituer une coalition d'«unité nationale» suffisamment large et solide pour surmonter l'urgence pandémique et la crise économique qui s'est ensuivie. Hormis le parti Fratelli d'Italia de Georgia Meloni les principales formations représentées au Parlement sont entrées dans la coalition, du centre-gauche (Parti démocrate, Italia Viva) à la Ligue de Matteo Salvini, en passant par le parti de Silvio Berlusconi Forza Italia (centre droit), et le Mouvement 5 Etoiles. Mario Draghi refuse de mener un gouvernement «politique» et non d'unité nationale Conformément à l'annonce faite dans la soirée du 13 juillet par Giuseppe Conte, prédécesseur de Mario Draghi et actuel patron du M5S, les sénateurs de son parti n'ont pas participé au vote de confiance demandé par l'exécutif sur un décret-loi contenant des mesures d'environ 23 milliards d'euros pour aider les familles et les entreprises face à l'inflation. Or, sans le soutien des pentastellaires, Mario Dragi considère que son gouvernement devient «politique» et estime n'avoir pas été mandaté pour conduire un cabinet de cette nature, alors même qu'il n'a pas besoin de leurs voix, ni à la Chambre des députés, ni au Sénat. «Depuis mon discours d'investiture au Parlement, j'ai toujours dit que ce gouvernement aurait continué seulement s'il avait une perspective claire de réaliser le programme de gouvernement sur lequel les forces politiques avaient voté la confiance [...] Ces conditions n'existent plus aujourd'hui», a-t-il justifié le 14 juillet. Les frictions n'ont cessé de s'intensifier avec le M5S, que ce soit à l'intérieur du parti ou au sein du gouvernement. Les pentastellaires s'étaient en outre divisés par la création d'un groupe parlementaire dissident composé d'une soixantaine d'élus Insieme per il Futuro («Ensemble pour l'Avenir»), à l'initiative du ministre des Affaires étrangères Luigi di Maio, ex-président du M5S.



Le mouvement aurait aussi, voire surtout, des arrière-pensées électoralistes, selon des analystes consultés par l'AFP. «Le M5S s'écroule dans les sondages et a besoin de récupérer de la visibilité [...].
Il veut être au centre de l'attention», a expliqué à l'AFP Lorenzo Codogno, ancien économiste en chef du Trésor italien et professeur invité à la London School of Economics. Le M5S, vainqueur des dernières élections législatives, en 2018, avec 32% des voix et une majorité relative au Parlement, n'a cessé depuis de dégringoler dans les intentions de vote, aujourd'hui à 10%-11%, et nombre de ses élus l'ont quitté depuis. Sergio Mattarella rejette la démission, un nouveau vote de confiance en vue «Il est probable que [Sergio] Mattarella n'acceptera pas sa démission et demandera à [Mario] Draghi de demander un vote de confiance la semaine prochaine» au Parlement, estime Francesco Galietti, un analyste du cabinet Policy Sonar interrogé par l'AFP. Une analyse juste, puisque le président italien a refusé en effet quelques temps après la démission de Mario Draghi dans la soirée du 14 juillet, selon un communiqué de la présidence de la République. «Le président de la République n'a pas accepté la démission du président du Conseil et l'a invité à se présenter au Parlement [...] afin qu'ait lieu une évaluation de la situation» créée par la non participation d'un parti de sa coalition à un vote de confiance au Sénat, a-t-elle précisé. Les législatives sont actuellement prévues en 2023 et Sergio Mattarella ne souhaiterait effectivement pas les avancer à l'automne. A l'origine de la crise, le décret-loi sur des aides en faveur du pouvoir d'achat contient également une mesure pour faciliter la construction d'un incinérateur d'ordures à Rome, à laquelle sont opposés les M5S. «Il faut répondre au malaise social qui augmente de manière claire et décidée.
Les irresponsables, ce n'est pas nous, ce sont ceux qui ne donnent pas de réponse au pays», a plaidé le 14 juillet Mariolina Castellone, chef des sénateurs du M5S, au Sénat. La Bourse de Milan en berne L'incertitude régnant sur l'avenir du gouvernement Draghi n'a pas manqué de causer des turbulences sur les marchés : la Bourse de Milan a chuté de plus de 3% et le coût de la dette de l'Italie est reparti à la hausse, signe de la nervosité ambiante. Le spread, le très surveillé écart entre les taux d'intérêt allemand et italien à dix ans, a atteint 218 points, en hausse de 6,08%, après être monté jusqu'à 224 points.

R. I.

ROYAUME-UNI

Qui sont les cinq candidats en lice pour succéder à Boris Johnson ?

CINQ CANDIDATS conservateurs restent à ce jour en lice pour succéder à Boris Johnson à Downing Street. Parmi eux : l'ex-ministre des Finances défendant un «bon sens thatchérien», une figure de la campagne pro-Brexit et une candidate «anti-woke». Après deux tours du scrutin interne au Parti conservateur britannique, cinq candidats restaient en lice le 14 juillet, pour désigner le remplaçant au poste de Premier ministre de Boris Johnson. Celui-ci, à la suite de scandales, a démissionné le 7 juillet de la tête des Tories et a indiqué rester au pouvoir jusqu'à ce que son successeur soit désigné – ce qui sera fait le 5 septembre.
Rishi Sunak :
L'ancien Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, qui a démissionné avec fracas de son poste la semaine dernière entraînant dans son sillage le départ d'une soixantaine de membres de l'exécutif, fait partie des favoris au poste de chef du Parti conservateur, et donc de chef du gouvernement. Il est arrivé en tête des deux tours de scrutin les 13 et 14 juillet. Attaqué par les soutiens du Premier ministre qui l'accusent d'avoir trahi Boris Johnson, Rishi Sunak, 42 ans, était ministre des Finances depuis 2020. Ce défenseur du Brexit a été plus globalement critiqué pour son action insuffisante contre l'envolée des prix. Il affirme que son approche économique relèverait du «bon sens thatchérien» s'il était élu, et dénonce les «contes de fées» d'autres candidats qui annoncent d'importantes baisses d'impôts dans un contexte de forte inflation.
L'un des fervents soutiens de Boris Johnson, le ministre des Opportunités du Brexit Jacob Rees-Mogg, l'a néanmoins récemment qualifié de «socialiste». Rishi Sunak a été analyste chez Goldman Sachs, puis employé dans des fonds spéculatifs.

PENNY MORDAUNT :

Désormais favorite des adhérents du parti, qui départageront les deux finalistes en septembre, largement inconnue du grand public, la secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Penny Mordaunt, 49 ans, a été une figure de la campagne en faveur du Brexit en 2016 et œuvre depuis à négocier des accords commerciaux. Elle a été ministre de la Défense en mai 2019, pendant 85 jours, avant un remaniement. Cette réserviste de la Royal Navy est donnée gagnante face à n'importe quel adversaire, si elle accède à la finale. Dans sa première intervention de campagne le 13 juillet, elle a appelé au retour aux valeurs traditionnelles du Parti conservateur «faible taux d'imposition, petit Etat, responsabilité personnelle». Elle a fait un démarrage fulgurant qui fait d'elle la candidate à abattre, et se trouve être la cible d'attaques mettant en cause son expérience et ses compétences. Liz Truss :
Son franc-parler et son positionnement franchement à droite ont rendu la ministre des Affaires étrangères très populaire auprès de la base des Tories. Liz Truss, 46 ans, s'est vu confier ce poste délicat en récompense de son travail en tant que ministre du Commerce international. A ce poste, cette championne du libre-échange, qui avait voté pour le maintien dans l'UE, a conclu une série d'accords commerciaux post-Brexit. Admiratrice de l'ancien Premier ministre Margaret Thatcher, elle met en avant son bilan à la tête de la diplomatie, du soutien britannique à l'Ukraine au projet de loi hautement controversé qui vise à permettre à Londres d'outrepasser l'accord conclu avec l'UE sur les dispositions post-Brexit en Irlande du Nord. Restée au gouvernement malgré l'exode massif des ministres la semaine dernière, elle est la candidate du camp Johnson.

TOM TUGENDHAT :

Le président de la commission des Affaires étrangères à la chambre des Communes a été l'un des premiers à annoncer qu'il se présenterait si Boris Johnson était chassé du pouvoir. Il a adopté un positionnement centriste par rapport à ses concurrents. Ancien membre de l'armée britannique, Tom Tugendhat, 49 ans, a servi en Irak et en Afghanistan. Il a récemment affirmé sur Sky News que sa plus grosse erreur avait été «d'envahir un pays».
Kemi Badenoch :
L'ancienne ministre britannique de l'Egalité Kemi Badenoch fait partie de la soixantaine de membres de l'exécutif qui ont démissionné pour forcer Boris Johnson à quitter ses fonctions.

CONGRÈS ÉLECTIF DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE BOXE : L'ALGÉRIEN FERHAT FAZIL CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE.

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Nouredine Ferhat- Fazil, est candidat à la présidence de la Confédération africaine de la discipline (CAB), dont le Congrès électif aura lieu aujourd'hui (samedi) à l'hôtel El Aurassi (Alger) à partir de 9h00. M. Fazil sera en concurrence avec le Camerounais Bertrand Mendouga, président de la Fédération camerounaise et ancien membre du conseil d'administration de l'IBA ainsi que l'Ougandais Moses Muhangi, alors que neuf autres candidats postuleront pour un poste au sein du Bureau exécutif de l'instance africaine. Il s'agit d'Irène N'Telamo (Botswana), Eric N'Dayishimiye (Burundi), Alpha Amadou Baldé (Guinée), Nabil Hilmi (Mauritanie) Wissa Zoubida (Maroc), Issoufou Abdou Mallam (Nigeria), Azamia Omo-Agege (Niger), Siyabulela Cecil N'Kwalo (Afrique du Sud) et Anta Gueye (Sénégal). Le rendez-vous électoral d'Alger sera également l'occasion pour la révision des statuts de l'instance africaine. Le nouveau président de la CAB aura automatiquement un siège au comité exécutif de l'IBA. Par ailleurs, selon les statuts de la CAB, le siège de l'instance continentale sera établi au pays d'origine du président. Pour rappel, l'Algérie a perdu la présidence de la Confédération africaine en 2014 au profit du Togolais Kelaini Bayor qui avait remplacé l'Algérien Abdallah Bessalem (1992-2014). Mais suite à sa suspension en septembre 2017 par la Commission de discipline de l'AIBA, le Togolais a dû céder la présidence au Marocain Mohamed Moustahcène. En mai 2022, le mandat électif des dirigeants de la Confédération africaine a expiré et le Marocain a décidé de ne pas se présenter à la présidence à cause des nouvelles dispositions statutaires. Ferhat-Fazil a été élu à la tête de la Fédération algérienne de boxe (FAB) le mois de mars 2021 pour un mandat olympique de 4 ans. Il occupe également le poste de vice-président du Comité Olympique et sportif algérien (COA).

ATHLÉTISME, CHAMPIONNATS DU MONDE 2022 : L'ALGÉRIE AVEC 8 REPRÉSENTANTS À EUGÈNE (USA)

HUIT ATHLÈTES (seniors/messieurs) représenteront l'Algérie aux prochains Championnats du monde d'athlétisme, prévus du 15 au 24 juillet à Eugène (Etats-Unis), a appris l'APS hier auprès du Directeur des équipes nationales (DEN), Mahfoud Bouhouche. Trois parmi ces athlètes sont des demi-fondistes, Slimane Moula, Djamel Sedjati et Yacine Hathat, qui seront tous engagés sur le « 800 mètres ». Une distance sur laquelle ils ont brillé cette saison, particulièrement Sedjati et Hathat, respectivement médaillés d'or et d'argent aux jeux Méditerranéens d'Oran. Même Moula, qui était un coureur de 400 mètres à l'origine, avant de se reconvertir au 800 mètres, a été étincelant cette année. Il reste d'ailleurs sur une très belle victoire dans la Ligue de diamant, puisqu'il a remporté le « 800 mètres » de l'étape de Stockholm, disputé la semaine passée. De leur côté, Billel Tabti et Hicham Bouchicha seront engagés sur le 3000 mètres steeple, alors que Yasser Mohamed-Tahar Triki qui devait être engagé dans sa spécialité de prédilection : le triple saut, a dû, la mort dans l'âme, décalere forfait pour cause de blessure. Les deux derniers représentants algériens aux Mondiaux d'Eugène seront les hurdlers Amine Bouanani et Abdelmalik Lahoulou, qui seront engagés respectivement sur le 110 mètres/haies et le 400 mètres/haies. « Nos plus gros espoirs de performance reposent sur le « 800 mètres », car Sedjati Hathat et Moula font actuellement partie des vingt meilleurs au monde dans cette spécialité. En plus, ils sont sur une très bonne lancée, comme en témoignent leurs derniers résultats aux JM d'Oran. Donc, il faudra vraiment compter avec eux », a indiqué le DEN, qui espère voir «au moins l'un de ces trois athlètes monter sur le podium ». Autre athlète à avoir « une sérieuse chance de réussir un bon parcours à Eugène », le triple sauteur Yasser Mohamed-Tahar Triki, qui « vue sa forme actuelle peut aller en finale », a ajouté Bouhouche. Le départ de la délégation algérienne aux Etats-Unis est programmé le 12 juillet courant. Soit trois jours avant le coup d'envoi des prochains Mondiaux, ce qui laissera suffisamment de temps à Sedjati et ses camarades pour récupérer et se préparer pour leurs épreuves respectives. Cette 18e édition des Championnats du monde d'athlétisme était initialement prévue en août 2021, mais elle a été décalée d'un an suite à la reprogrammation des Jeux olympiques de Tokyo, décalés eux aussi de 2020 à 2021 en raison de la pandémie de Covid-19. Les compétitions sur route (ndlr, marathon et marche) se déroulent dans les rues d'Eugene, tandis que les autres épreuves se dérouleront au stade du Hayward Field.

ILS LUI ONT OFFERT UN MAILLOT DÉDICACÉ PAR L'ENSEMBLE DES SPORTIFS, ET FLOQUÉ «ALGERIA»

Le Président Tebboune honore les athlètes algériens médaillés aux Jeux méditerranéens

Cette cérémonie, en l'honneur des athlètes algériens, entre dans le cadre de la politique du Président Tebboune visant à promouvoir et à encourager l'émergence du sport d'élite national.
Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi au Palais du Peuple à Alger, une cérémonie en l'honneur des athlètes algériens médaillés aux Jeux méditerranéens abrités par la ville d'Oran du 25 juin au 6 juillet 2022. La cérémonie s'est déroulée en présence du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, du président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, du Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP). Ont également assisté à la cérémonie, le Secrétaire général de la Présidence de la République, Mohamed Amine Messaïd, le directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf, des conseillers du Président de la République, des membres du Gouvernement, ainsi que des responsables sportifs. A cette occasion, le président de la République a remis des attestations de reconnaissance et une récompense financière aux athlètes médaillés. La cérémonie a été également marquée par la présence du karatéka Ayoub Helassa qui a décroché la médaille d'or en Karaté-do à la 11e édition des Jeux mondiaux à Birmingham (Etats-Unis), et qui a tenu à remettre cette distinction au président de la République. De leur côté, les athlètes médaillés aux JM-2022 ont offert au Président Tebboune, un maillot dédicacé par l'ensemble des sportifs, et floqué «Algeria». M. Tebboune a pris, par la suite, une photo de famille avec l'ensemble des athlètes et des hauts responsables de l'Etat. Cette cérémonie, en l'honneur des athlètes algériens, entre dans le cadre de la politique du Président Tebboune visant à promouvoir et à encourager l'émergence du sport d'élite national. Plus de 3.400 athlètes représentant 26 nations ont concouru dans 24 disciplines sportives tout au long d'une douzaine de jours à Oran dans le cadre de la 19e édition du rendez-vous sportif méditerranéen. L'Algérie a remporté 53 médailles (20 or, 17 argent et 16 bronze) lors de ces Jeux, terminant en quatrième position au tableau final des médailles, une « première » historique.

JEUX MÉDITERRANÉENS :

Les résultats des athlètes algériens ont dépassé les objectifs fixés

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a affirmé jeudi, au Palais du Peuple à Alger, que les résultats obtenus par les athlètes algériens aux 19èmes Jeux Méditerranéens (JM Oran-2022) «ont dépassé les objectifs fixés par le secteur». Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie organisée en l'honneur des athlètes médaillés, honorés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a salué les résultats de ces champions «qui ont fait la 19e épopée méditerranéenne à Oran 2022», où l'Algérie a remporté 53 médailles, dont 20 d'or, 16 d'argent et 17 de bronze, enregistrant un nombre record dans l'histoire de sa participation à ces jeux et «a pu décrocher une place honorable devant de nombreux pays participants». L'Etat «a rempli ses obligations envers la famille sportive en mobilisant toutes les potentialités et en créant toutes les conditions nécessaires aux sportifs d'élite pour exceller. Nos champions, à leur tour, ont rempli leurs obligations et ont hissé le drapeau de l'Algérie dans le ciel d'Oran, en contribution à la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale», a ajouté le premier responsable du secteur. Sebgag a estimé que les résultats réalisés par les athlètes algériens «constituent un message clair à tous les détracteurs et défaitistes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, démontrant que l'Algérie nouvelle, est en bonne voie, ses contours commencent à se dessiner et elle sera bâtie grâce à la détermination et à la volonté de ses enfants». Il a également félicité les sportifs médaillés et tous ceux qui ont contribué à leur réussite, exprimant «les remerciements de l'Etat algérien à ses enfants qui lui ont fait honneur». Le ministre a exprimé au président de la République, «toute la reconnaissance et la gratitude de la famille sportive» pour le soutien qui leur a été apporté. «Cette étape charnière de l'histoire du sport algérien est le prélude de l'Algérie nouvelle, en termes d'organisation, de disponibilité des infrastructures sportives, de résultats réalisés et de disposition de notre pays à organiser et à abriter de grandes manifestations internationales, «l'objectif étant de mener un travail persévérant et sans relâche pour une participation exceptionnelle de l'Algérie à toutes les compétitions sportives, à commencer par les jeux olympiques de 2024 pour hisser très haut le drapeau de l'Algérie dans le ciel de Paris». Cette cérémonie s'inscrit dans le cadre de la politique du président Tebboune visant à développer et à encourager le sport d'élite nationale.

MONDIAUX D'ATHLÉTISME À EUGENE

Le show universel pour la première fois aux Etats Unis

LOCOMOTIVE de l'athlétisme mondial, les Etats-Unis accueillent depuis hier (vendredi) vendredi les Championnats du monde pour la première fois depuis la création de l'évènement il y a près de 40 ans, dans le cadre réjouissant du Hayward Field de Eugene. Jusqu'ici, l'organisation de la compétition leur avait toujours échappé. Une grande compétition dans un pays d'athlétisme et devant un public de connaisseurs. Ce qui devrait être la norme tombe comme un soulagement après les Mondiaux mornes et étouffants de Doha à l'automne 2019, et les Jeux olympiques de Tokyo disputés l'été dernier dans un stade vide, à cause de la pandémie. L'Oregon, état côtier du nord-ouest des États-Unis aux infinies forêts, offre ainsi à l'athlétisme international un bol d'air frais dans la bourgade de Eugene (environ 176 000 habitants), cœur battant historique de l'athlé US et surnommée « Track Town ». La pandémie, qui a participé à repousser l'événement de 2021 à 2022, reste bien présente, un test négatif est exigé pour chaque participant, mais elle ne devrait pas empêcher la fête du sport olympique N.1 dans l'écrin du Hayward Field. En 2019 au Qatar, les États-Unis avaient ramassé 14 titres sur 49. Ils ont au total remporté 381 des 2 347 médailles (soit 16 %) distribuées depuis les premiers Mondiaux à Helsinki en 1983, sans jamais avoir évolué à domicile. À Eugene, ils pourront s'inspirer des légendes qui imprègnent les lieux. Le Hayward Field a vibré au rythme des exploits de Steve Prefontaine, mythique coureur des années 1970, décédé en mai 1975 à 24 ans dans un accident de voiture. Son coach, Bill Bowerman, a été un pionnier des méthodes d'entraînement modernes en demi-fond, imaginé le revêtement actuel des pistes, et a contribué à la grande vague du running il y a 50 ans. Les deux personnages sont intimement liés aux premiers pas de l'équipementier Nike, petite entreprise locale devenue un mastodonte du vêtement de sport. Pour les podiums, plusieurs stars des derniers JO présentent une forme incertaine comme Karsten Warholm sur 400 m haies. Et la liste des forfaits s'allonge chaque jour, entre Steven Gardiner (400 m), Sam Kendricks (perche) ou Anita Wlodarczyk (marteau). Absente également, la championne olympique russe Mariya Lasitskene (hauteur), interdite de compétitions internationales comme tous ses compatriotes depuis l'invasion de l'Ukraine en février. Les étoiles, dans les yeux et sur la piste, ont rendez-vous pour les dernières foulées de la star Allyson Felix, prévue en lever de rideau dès vendredi sur le 4x400 m mixte. À 36 ans, la « recordwoman » de médailles mondiales (18 en sept éditions) chauffera la foule avant les exploits attendus de sa compatriote Sydney McLaughlin sur 400 m haies, du plus américain des Suédois, Armand Duplantis à la perche, ou de la triple sauteuse vénézuélienne Yulimar Rojas.

TENUE AUJOURD'HUI DE L'AG ORDINAIRE DE LA LFP

On liquide et on s'en va ?

Après les élections de la Faf et l'arrivée de Djahid Zefizef au bureau de Dely Brahim, voilà que ça bouge du côté de la LFP dirigée par l'inamovible Abdelkrim Medouar dont les jours seraient dit-on, « comptés » au vu d'une gronde allant crescendo. Avant les changements attendus, il faudra néanmoins passer par l'AGO afin de procéder à l'adoption des bilans moral et financier de la saison qui vient de s'achever qui, comme le veut la tradition dans toutes les fédérations, doit tourner à la simple formalité, les « contre » se faisant rarement signaler

PAR AZOUAOU AGHILES

Direction le Centre Technique National (CTN) de Sidi Moussa où sont conviés les augustes membres de la toute décriée (ce n'est pas la seule institution sportive nationale à vivre des tiraillements) Ligue de Football Professionnelle (LFP) avec, à sa tête, un Abdelkrim Medouar sûr de la qualité de sa gestion et ne se fait aucun doute, il est même certain que, ce matin, du côté du fief des Equipes nationales, comme par miracle, « applaudira » ses bilans. Moralement et financièrement, et à l'heure des exposés, le double colis, comme à la poste, passera sans encombres. L'actuel N°1 de la structure en charge de la gestion des compétitions des deux paliers supérieurs (Ligue 1 et 2) de la hiérarchie du jeu à onze national, réélu pour la deuxième fois consécutive lors de l'AG Elective de décembre 2021 et sur les mêmes lieux, qui sait qu'il doit faire avec une opposition très « active » mais ne dépassant que rarement les colonnes de la presse. La famille du football avançant en rangs dispersés, étant connue pour une désunion qui ne font pas avancer les choses à l'heure des grandes décisions engageant l'avenir de la discipline, sait « raison » garder. Y compris lorsqu'elle est appelée à choisir ses dirigeants, les AG successives (en « E » ou en « O ») tournant à chaque fois au non –évènement. Bien installé dans son fauteuil, l'ancien président de l'ASO/Chlef, son club de cœur, Medouar, qui sait manœuvrer quand il faut défendre son poste et le travail accompli depuis la succession de Mahfoudh Kerbadj, a bien appris les leçons. Tient bon, se montre décisif en trouvant, toujours, l'énergie pour tenir tête, en situation de blocage, à ses détracteurs quand, notamment, l'appel de l'urne se fait sentir. Comme avant cette AGE de fin d'année passée où son départ paraissait imminent avant de retourner à son profit une situation paraissant compromise. En réunissant presque tout le monde autour de son nom. Assistera-t-on à un conclave houleux aujourd'hui alors que l'« opposition», d'habitude « offensive » lors de ce genre de réunion, ne se fait pas entendre à l'exception peut-être de l'intenable président de la JS Saoura, Mohamed Zerouati , en conflit ouvert avec Medouar et qui n'en rate pas une pour vider son sac et le rappeler, frontalement, à ses « manquements ». Voire ses dérives, lui qui se plaint publiquement d'un traitement « spécial », sa sortie médiatique précédant la récente AG Elective qui a porté Djahid Zefizef à la tête de la Faf, n'étant qu'un épisode de plus dans le bras de fer opposant deux fortes personnalités. Avant cette AG qui ne peut, ne doit être qu'ordinaire, sans possible remise en cause malgré les tiraillements propres à cette grande famille où chacun tire pour lui-même, Medouar peut compter sur quelques présidents qui se disent, nonobstant les avis ou relations personnels, plutôt « satisfaits » par le déroulement des compétitions à l'arrivée d'un exercice 2012-2022 marqué par les dures retombée de la pandémie du Coronavirus mais qui « n'ont pas empêché le championnat d'aller à son terme dans délais raisonnables ». Que diront donc les membres de l'AG à Medouar, en plus de demander des comptes, lui qui, lors de l'AGE de la Faf, avait soulevé le problème épineux de financement pourrissant le quotidien de l'écrasante majorité de nos clubs dits « pros » ? On le saura dans quelques heures. En attendant, le même Zerouati n'en décolère pas et prend encore à témoin Djahid Zefizef, qu'il appelle à « aller voir » dans les affaires de la LFP et donc de la gestion-Medouar, et l'opinion à cause de la suspension dont il fait l'objet, la commission de discipline ayant statué sur son cas fonctionnant, d'après lui, par le seul canal du « téléphone ». Un Zerouati dont l'absence planera sur cette réunion encore une fois plus qu'ordinaire.

A.A

Le président de la CAF, Patrice Motsepe attendu aujourd'hui en Algérie

LE PRÉSIDENT de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe effectuera une visite en Algérie aujourd'hui (samedi 16 juillet 2022), pays qui organisera le Championnat d'Afrique des nations (CHAN) en janvier 2023, a indiqué jeudi l'instance africaine. L'Algérie accueillera le Championnat d'Afrique des nations, compétition réservée aux joueurs locaux, du 13 janvier au 4 février 2023. Le tirage au sort de la compétition sera effectué en septembre prochain. En attendant son arrivée en Algérie pour une visite de travail, Motsepe poursuit sa tournée africaine dans trois autres pays, au Soudan du Sud, en Ouganda et aux Seychelles. Après sa visite fructueuse en Ethiopie mercredi, le président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, était attendu à Juba, au Soudan du Sud, ce jeudi 14 juillet 2022. L'après-midi, il posait ses valises à Kampala, en Ouganda. Le lendemain, vendredi 15 juillet 2022, le Président de la CAF s'est rendu aux Seychelles. Il conclura la semaine par une visite en Algérie aujourd'hui, pays qui accueille le CHAN en janvier 2023. Au programme de la visite au Soudan du Sud, une rencontre avec le président de la fédération de football, Augustino Maduot et les dirigeants du football du pays. Plus tard, Dr Motsepe devait être reçu en audience par le Chef de l'Etat Salva Kiir Mayardit à la State House. Les détails de son arrivée en Ouganda, aux Seychelles et en Algérie seront annoncés ultérieurement, indique la CAF. Les visites de travail font partie des efforts du Dr Motsepe pour engager et favoriser des relations plus étroites entre les gouvernements, le monde des affaires et les dirigeants du football sur le continent afin de développer le football en Afrique, souligne l'instance africaine dans un communiqué publié sur son site officiel.

IL COMPTE À SON PALMARÈS SIX COUPES D'ALGÉRIE ET DEUX COUPES MAGHRÉBINES

Football féminin : l'Afak Relizane reçoit son trophée de champion d'Algérie

LE CLUB d'Afak Relizane a reçu jeudi à Relizane son trophée de champion d'Algérie du football féminin qu'il a gagné pour la 10e fois de son histoire. La remise du trophée a eu lieu lors d'une cérémonie organisée au niveau du salon d'honneur du stade Tahar Zoughari en présence du président de la ligue nationale du football féminin, Ahmed Kashi ainsi que la responsable de la commission du football féminin au niveau du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football, Nassiba Laghouati. L'entraineur de l'Afak Relizane, Sid Ahmed Mouaz, s'est dit, dans une déclaration à l'APS, «très content de cette nouvelle consécration de (son) équipe qui vient récompenser des efforts consentis tout au long d'une saison». Revenant justement sur le championnat national de l'exercice 2021-2022, ce technicien a reconnu que celui-ci était «très disputé». «A l'instar de l'exercice d'avant, nous avons éprouvé des difficultés énormes pour conserver notre trophée. Nous avons fait face à une grosse concurrence de la part des formations d'El Khroub et d'Akbou en particulier. D'ailleurs, seuls trois points nous ont séparés du dauphin à l'issue de la compétition», a-t-il expliqué. Ce deuxième titre de champion de rang décroché par l'Afak de Relizane a été réalisé malgré le départ de plusieurs joueuses de cette formation de l'Ouest du pays lors de l'intersaison, a encore souligné le même technicien informant avoir perdu toute sa ligne d'attaque. «Le départ de plusieurs joueuses importantes, notamment au niveau du secteur offensif, nous a compliqués davantage la tâche. Mais celles que nous avons promu de l'équipe des moins de 20 ans ont réussi à pallier de fort belle manière ces départs», s'est encore réjoui Sid Ahmed Mouaz, dont l'équipe s'apprête à disputer, pour la deuxième fois de suite, les éliminatoires de la Ligue des champions africaine en août prochain au Maroc. Pour rappel, outre les dix titres de champion d'Algérie remportés par l'Afak Relizane, ce dernier compte à son palmarès six coupes d'Algérie et deux coupes maghrébines.

BASKET / CHAMPIONNAT ARABE (U18 - 1ERE J) : VICTOIRE DE L'ALGÉRIE DEVANT LE KOWEÏT

LA SÉLECTION algérienne masculine de basket-ball des moins de 18 ans (U18) s'est imposée devant son homologue koweitienne sur le score 99 à 44 (mi-temps : 43-24), en match comptant pour la 1ere journée du Championnat arabe de la catégorie, disputé jeudi au Caire. Les deux autres rencontres de cette première journée opposaient les Emirats arabes unis au Qatar et l'Arabie saoudite à l'Egypte. Les basketteurs algériens devaient jouer leur deuxième match hier (vendredi à partir de 18h00) face à l'Egypte, avant d'affronter les Emirats arabes unis aujourd'hui (samedi,18h00). Après une journée de repos, dimanche, le Cinq national disputera ses deux derniers matchs de la phase préliminaire, respectivement, face au Qatar (mardi, 14h00) et l'Arabie saoudite (mercredi, 14h00). Versées dans une seule poule, les six équipes participantes joueront une phase préliminaire en aller-simple, à l'issue de laquelle les quatre premiers aux classement se disputeront les trois places du podium. Les deux premiers s'affronteront pour le titre de champion, alors que les équipes classées troisième et quatrième en découdront pour la médaille de bronze. La dernière participation algérienne au rendez-vous arabes des U18, remonte à la 17e édition organisée également dans la capitale égyptienne en juillet 2018, à l'issue de laquelle les jeunes algériens s'étaient classés à la 4e place suite à leur défaite devant leurs homologues tunisiens par (50-79) en match de classement.

REPORT DES PREMIÈRES OLYMPIADES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES D'ORAN

LES PREMIÈRES olympiades scolaires et universitaires, prévues initialement du 15 au 21 juillet en cours à Oran, ont été reportées à une date ultérieure, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs. Ce report, décidé par le Ministère de la jeunesse et des sports, qui parraine cet évènement, est dicté par «l'indisponibilité des infrastructures d'hébergement dans la capitale de l'Ouest du pays, vu que ces dernières affichent complets en cette période estivale», a indiqué à l'APS, le secrétaire général du sport universitaire, Djamel Belebioud. Cet évènement sportif allait rassembler près de 5.000 athlètes affiliés aux Fédérations nationales de sport universitaire et scolaire qui devaient concourir dans une quinzaine de disciplines, dont trois dédiés au sport universitaire, à savoir, le Karaté, la lutte associée et la boxe, a précisé la même source. La Fédération algérienne du sport universitaire a, en outre, proposé la tenue de cette première édition des olympiades universitaires et scolaires en début novembre prochain pour célébrer le 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, ajoute-t-on de même source. En attendant, la même Fédération entend organiser à Mostaganem un festival national de sport de combat regroupant les disciplines sportives de la boxe, lutte associée et karaté, le 19 juillet en cours. Cette compétition, qui attend le feu vert de la tutelle pour son déroulement, est qualificative à la coupe du monde universitaire du sport de combat prévue en septembre prochain en Turquie, a encore informé le SG de la Fédération algérienne du sport universitaire.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:23	12:35	16:26	19:48	21:32
CONSTANTINE	03:31	12:40	16:30	19:51	21:33
ALGER	03:47	12:54	16:43	20:04	21:46
OUARGLA	03:58	12:45	16:25	19:45	21:19
CHLEF	03:53	13:01	16:50	20:12	21:54
MOSTAGANEM	03:59	13:06	16:54	20:16	21:57
ORAN	04:04	13:09	16:57	20:18	21:59

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7341 – SAMEDI 16 JUILLET 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	30°	21°
Oran	29°	19°
Constantine	37°	18°
Ouargla	39°	27°

BELGIQUE

Une ministre des affaires étrangères d'origine algérienne

Son père a quitté l'Algérie en 1947. Il a rejoint les "gueules noires" en Belgique, précisément à Boussu, à une quinzaine de kilomètres de la frontière française. C'est dans cette ville minière de Wallonie qu'est née en juin 1970, Hadja Lahbib que le royaume de Belgique vient de nommer au prestigieux poste de ministre des Affaires étrangères.



La journaliste au visage émacié, aux cheveux fous et au caractère tenace succède à Sophie Wilmès, sur proposition du Mouvement réformateur (MR). Elle a prêté serment devant le roi Philippe en fin de matinée, un acte synonyme d'entrée officielle en fonctions.
Elle sera ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes, du Commerce extérieur et des Institutions Culturelles. Vaste périmètre pour cette femme qui a mené une carrière professionnelle essentiellement dans la presse où elle s'est faite connaître sur des sujets épineux comme l'Afghanistan dont elle reconnue comme une experte.
Elle a été grand reporter avant de devenir présentatrice du journal de la RTBF et une grande figure du paysage audiovisuel. Cette novice en politique va s'appuyer sur l'ambition qu'on lui reconnaît pour mener sa mission.
Hadja Lahbib est une femme de caractère qui n'a pas hésité à bousculer les habitudes de sa famille, restée attachée à la culture du pays d'origine, pour tracer son sillon.
Après Boussu où le père est tombé malade comme beaucoup de mineurs de fond, la famille a déménagé à Bruxelles où la jeune a décidé de s'affranchir de la tutelle parentale.
A 18 ans, emporté par un élan amoureux avec un jeune Belge, elle a quitté le cocon familial pour mener sa vie mais il n'y a jamais eu de rupture.
«Je me suis faite toute seule mais aussi et certainement grâce aux espaces de liberté que m'ont laissés mes parents, ce qui a donné, faut-il le dire, cinq enfants très différents et complémentaires à la fois», a-t-elle raconté.
Férue de grec et de latin, elle a étudié à l'Université libre de Bruxelles (ULB) d'où elle est sortie licenciée en journalisme et communication au début des années 1990.
Début 2021, Mme Lahbib avait aussi été chargée par le gouvernement bruxellois de préparer la candidature de Bruxelles comme capitale européenne de la culture en 2030, conjointement avec le dramaturge néerlandophone Jan Goossens.
L'annonce de sa nomination, au lendemain de la démission de Mme Wilmès, a été faite lors d'une conférence de presse par Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement réformateur (MR), le parti libéral francophone auquel était affiliée l'ancienne ministre des Affaires étrangères.
Sophie Wilmès a annoncé jeudi soir, sa démission de son poste afin de pouvoir s'occuper de son mari, atteint de cancer et de le soutenir au mieux dans sa convalescence.
Comme c'est la règle en Belgique, dans les gouvernements de coalition (associant sept formations actuellement), le successeur d'un ministre sur le départ est choisi par le parti dont ce dernier est issu.
«Hadja Lahbib était mon premier choix et mon unique choix. C'est venu assez simplement, par les qualités qu'on lui connaît», a expliqué Georges-Louis Bouchez. «On pouvait faire des choix plus conservateurs, plus faciles mais, si l'on veut rapprocher les gens de la politique, il faut aussi pouvoir montrer que la politique n'est pas un milieu fermé, où se sont toujours les mêmes» .
Selon le président du MR, «Hadja Lahbib, elle incarne parfaitement un parcours méritocratique : d'une petite maison de Boussu vers la présentation du JT, par la force du travail et de l'engagement, de Boussu à la rue des Petits Carmes (siège du SPF Affaires étrangères), il y a un très long chemin, et ce chemin est exemplaire», a-t-il ajouté.
Si Hadja Lahbib est novice en politique, la nouvelle ministre connaît bien les dossiers internationaux par son métier de journaliste, selon le président libéral. «Elle n'a peut-être pas d'expérience politique mais elle a une meilleure connaissance que certains de ses prédécesseurs quand ils sont arrivés à ce poste».
La journaliste a réalisé plusieurs documentaires pour la RTBF et Arte dont «Afghanistan, le choix des femmes» (également décliné en livre), «Le cou et la tête» tourné au Kenya, «La liberté ma mère» ou encore «Patiente, patience, t'iras au paradis».
Sur un ton plus léger, elle a consacré un documentaire au chanteur-compositeur Salvatore Adamo dont le père est aussi arrivé en Belgique en 1947, également comme mineur.
Née en 1970, Hadja Lahbib vit aujourd'hui à Bruxelles dans la commune de Schaerbeek. Elle a étudié à l'Université libre de Bruxelles (ULB) d'où elle est sortie licenciée en journalisme et communication au début des années 1990.
«Dès aujourd'hui j'aurai l'honneur d'être le visage de la Belgique à l'étranger», a réagi Hadja Lahbib devant la presse. «Il y a des coups de fil qui vous font entrer dans une autre dimension, j'étais un peu sous le choc», a-t-elle dit, citée par l'agence de presse Belga.
Mme Lahbib n'a pas encore voulu se prononcer sur les dossiers en cours mais a tout de même fait référence à la guerre en Ukraine. Elle devrait d'ailleurs réserver son premier déplacement, si les circonstances le permettent, à Kiev où la Belgique vient de rouvrir son ambassade.
Hadja Lahbib fait partie des cortèges de Belges d'origine algérienne ayant accédé à des postes de responsabilités et de députés mais elle est la première à se hisser à un poste de cette importance au sein du gouvernement.

Nidal Aloui

ASSISES NATIONALES DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Rencontre préparatoire à Médéa

EN PRÉVISION des assises nationales de l'Observatoire national de la société civile, une rencontre préparatoire a été organisée, jeudi, à la salle de conférences Arslan de l'université Yahia Farès de Médéa, sous la houlette du wali, Djahid Mous, en compagnie du P/APW et en présence de la représentante dudit observatoire.
La rencontre a été initiée dans l'objectif de faire émerger les points de convergence, de dialogue et d'échange entre les associations et la société civile en vue de leur permettre de contribuer efficacement à l'enrichissement de l'activité de cette nouvelle institution.
Intervenant à l'ouverture de la rencontre, le wali a souligné l'importance que revêt cette institution dans la promotion du rôle de la société civile en tant que force de proposition dans le processus d'édification institutionnelle de l'Etat.
Car, dira le wali, l'Observatoire national de la société civile prouve que la politique suivie par le Président de la République est construite sur des bases étudiées et une stratégie de travail claire, mettant en place des institutions importantes à même de renforcer la construction de l'Algérie nouvelle.
Dans le contexte de renforcement de la base 'associative», le wali annoncera qu'il est recensé 2.385 associations locales activant au niveau de la wilaya, un nombre appelé à augmenter eu égard aux facilitations accordées en matière de création d'associations.
Quant à la représentante de l'Observatoire national de la société civile, Amina Herriche, a indiqué que les ateliers de travail ont abordé les questions relatives des thématiques relatives de la démocratie participative et la dynamisation du rôle de la société civile, animées par des enseignants universitaires.
L'on aura noté une participation à la rencontre de pas moins de 517 associations et organisations syndicales et professionnelles qui ont participé aux travaux des quatre (04) ateliers, dont l'atelier dédié à 'L'amélioration de l'action de la société civile», 'La démocratie participative : mécanismes et moyens utilisés dans la gouvernance locale et nationale», 'Organisation du travail volontaire comme valeur sociale dans l'intérêt public et son rôle dans le développement global» et 'Ethique du travail au sein de la société civile».

De Médéa, Nabil B.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANCE

Mobilis accompagne le concours national sur les droits de l'enfant

MOBILIS, a célébré ce jeudi 14 juillet au palais de la culture de la Wilaya de Sétif, ' La Journée Nationale de l'Enfance », en accompagnant la cérémonie de remise des prix aux lauréats du Concours National sur les Droits de l'Enfant, lancé le 1er juin 2022, par l'Organe National de la Protection et de la Promotion de l'Enfance (ONPPE), en coordination avec Unicef Algérie. Sous le thème 'Droit de l'enfant à la protection», cette troisième édition du Concours, destiné aux enfants âgés de 3 à 18 ans, a vu la distinction de trente-cinq (35) lauréats sur les 4000 enfants participants :
- Trente (30) lauréats par catégories (le chant, le récit et le dessin).
- Cinq (05) lauréats composés d'enfants à mobilité réduite et besoins spécifiques.
ATM Mobilis a partagé avec l'ensemble des participants la joie de cette journée, en offrant de belles récompenses aux lauréats du Concours National sur les Droits de l'Enfant.
À travers cette cérémonie, ATM Mobilis, entreprise citoyenne engagée dans la société civile, met en avant le droit des enfants algériens à l'expression et soutient les acquis enregistrés en matière de protection et de promotion de leurs droits.
ATM Mobilis souhaite une bonne fête à tous les enfants algériens.